

safrontière

HEBDO

Semaine du 31 janvier au 6 février 1981

N 9

5F.F. Maroc 4,40 D.H. Tunisie 400 M.

DANGER

Marseille

LE CRS ASSASSIN EST LIBRE

Trois mois après le
meurtre du jeune
Haouari

Page 7



Ben Mohamed assassiné à l'âge de 17 ans

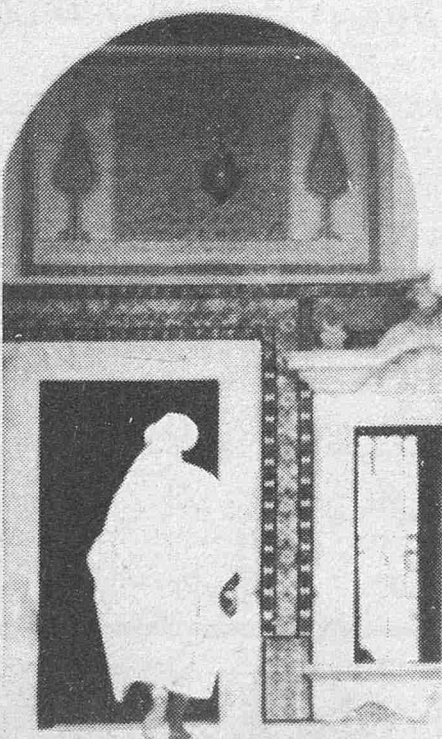


Musulmans en France :

Réveil d'une communauté ?

*Le congrès
des
Musulmans
en France
se tiendra
le 6 février
à Paris*

Page 5



MEMOIRE IMMIGREE :

*Je n'aurais
pas voulu
m'appeler
MARIE !*

Page 3

GUADELOUPE :

**Défendre
le GLA ?**

Page 11

Un « déchet » ?

Salut à tous

Je suis élève de terminale à Amiens et je suis algérien de nationalité française. Je voudrais vous féliciter pour votre journal que j'achète toutes les semaines.

Je milite contre le racisme et ses lois Imbert, Stoléru, Barre.

Je vous dédie un poème que j'ai conçu en cours de philo :

Je suis un exilé
Et je prends la vie sans me soucier
Longtemps j'ai travaillé
Pour gagner mon pain et mon café
Dans la vie, je n'ai jamais rien fait
Car je suis immigré
on a eu besoin de moi dans le passé
Mais avec les nouveaux décrets,
Maintenant, on cherche à m'expulser
Mais un jour je créverai
Et pour me remercier
Au pays on me renverrai,
Avec sur le cercueil, mentionné :
« Ce n'était qu'un déchet »

Babas

Rancoeur et espoir

Chers amis,

Je vous souhaite mes vœux les meilleurs pour cette nouvelle année. En ce qui concerne le MIM, je voudrais vous faire part de deux expériences malheureuses que j'ai vécues et qui me poussent à me demander dans quelle mesure il est ressenti par les populations des « îles françaises ».

La première, à l'occasion d'une pétition concernant la libération de prisonniers d'opinion au Chili, je la propose entre autre, à deux personnes vraisemblablement africaines. Oh surprise ! Quelle ne fut pas ma gêne. Ils clamèrent très haut leur apolitisme. Etant attaché à l'amitié entre les peuples, ma maladresse m'incita à me tenir sur mes gardes dans l'avenir.

Plus tard, dans l'entreprise où je travaille actuellement, lors de l'attente à l'entrée du Self, par l'intermédiaire d'un ami, je cotoyais deux africains à ce qu'il me semblait. Après de longs jours d'hésitation, je me décidais en prenant comme base « Sans Frontière » à engager la conversation. Hélas, même causes, même effets, ils étaient avant tout français. si seulement il y avait eu un trou de souris !

Bien sûr, ces deux cas ne peuvent pas refléter un sentiment général, j'en suis bien conscient. Toujours est-il que maintenant, je n'oserais certainement plus recommencer ! je ne souhaite pas provoquer la colère.

Je suis très ému par les témoignages d'amour à Galli que vous avez publiés. Je ne peux dire qu'une seule chose : « Galli, je regrette de ne pas t'avoir connu ! mais ton exemple éclaire davantage mes pas ».

RAncoeur,

PCF, toi qui as bercé mes premiers espoirs d'un monde meilleur, tu viens de franchir la barrière de la honte ! Communistes ou fascistes, où est la différence dans ce cas ?

C'est ignoble.

Communiste, si tu n'es pas mort et figé par tes théories, réagis !

PCF, je t'en veux doublement car tu trompes l'espoir et tu attires les esprits qui s'ouvrent sur de fausses voies. Ton projet politique intérieur et extérieur pour une fois ne peut être plus clair ...

par ces quelques réflexions, je vous ouvre mes pensées, qui sont bien imparfaites peut-être pourriez vous m'éclairer, si je me trompe !

Recevez mes amitiés.

Christian

Ci-gît Gallilahouari

Ce qui m'est venu sans que je le cherche, je vous le livre, tel qu'il m'est apparu en ces moments de détresse.

A bientôt de la plume et du coeur,
Fidèle amitié

prière
paix
pour l'étranger
ouvert
cimetière
terre sans frontière
on joue à cache-cache
à se connaître
naître et renaître
ô maison
sans toit
joyeux ossements
dedans les tombeaux
concert muet
où la bonté se tait
la bruyère
le chrysanthème
disent
je t'aime
comme un parapluie
se referme
madame
natale
la busserine
prie
lahouari
signe porté à l'incandescence
le dialogue
boucle
l'avenir
la vie
c'est le silence
propre
nettoyé
bien soigné
tout est bien rangé
comme un potager
au milieu
des fleurs
des leurres et des coeurs
on s'aime par coeur
comme une table
de multiplication
vide émotion
demeure
où se meurt
chaque bonne action
le sans des autres
pour transfusion

Jean-Pierre Djafar

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 4 20 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐

Abonnement

☐

Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tous les
samedis,
achetez
« Sans
Frontière ».

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 41 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Je n'aurais pas voulu m'appeler Marie

Dans un livre publié chez Maspéro : *Décharge publique*, Aïcha a donné le témoignage de ses compagnes de malheur et de lutte dans les foyers de l'Assistance Publique qu'on appelle aujourd'hui la DASS.

pour *Sans Frontière*, elle parle d'elle, Aïcha, petite fille métissée, orpheline, « pupille de la Nation » ; adolescente révoltée et passionnée ; femme immigrée, apatride et révolutionnaire.

Aïsha, c'est mon prénom. C'est un nom hébreux. Ça s'écrit « AISHA », ça se prononce « AISRA ». Mon père était kabyle et ma mère juive polonaise. J'ai fait des recherches. Ma mère a eu 4 enfants avec mon père. Il était soldat pendant la dernière guerre. Il est mort en déportation avec ma mère. Je l'ai su à 18 ans. A 15 ans, je me suis inscrite au parti communiste. Un jour, j'ai dit à des copains que je ne savais rien de mes parents. J'ai donné le nom de mon père et le nom de ma mère. C'est le Parti qui a retrouvé la trace de ma mère : elle faisait de la résistance. J'ai deux frères morts en déportation. Ma soeur a échappé aux rafles, je l'ai retrouvée à 8 ans en même temps que ma grand-mère.

Ma grand-mère a fait le tour de France pour me retrouver

Ma grand-mère était juive polonaise émigrée en France à l'époque de la montée du nazisme. Ma mère a été déportée, j'avais trois mois. Je ne l'ai jamais connue. Ma grand-mère qui était ouvrière agricole en Ariège a fait le tour de France pour nous retrouver. Elle se louait à la journée. Elle vivait avec ma soeur. Tout le monde avait disparu. J'ai fait des recherches à Varsovie, à Auschwitz je suis la seule survivante. ma grand-mère n'a rien su jusqu'au moment où elle m'a retrouvée.

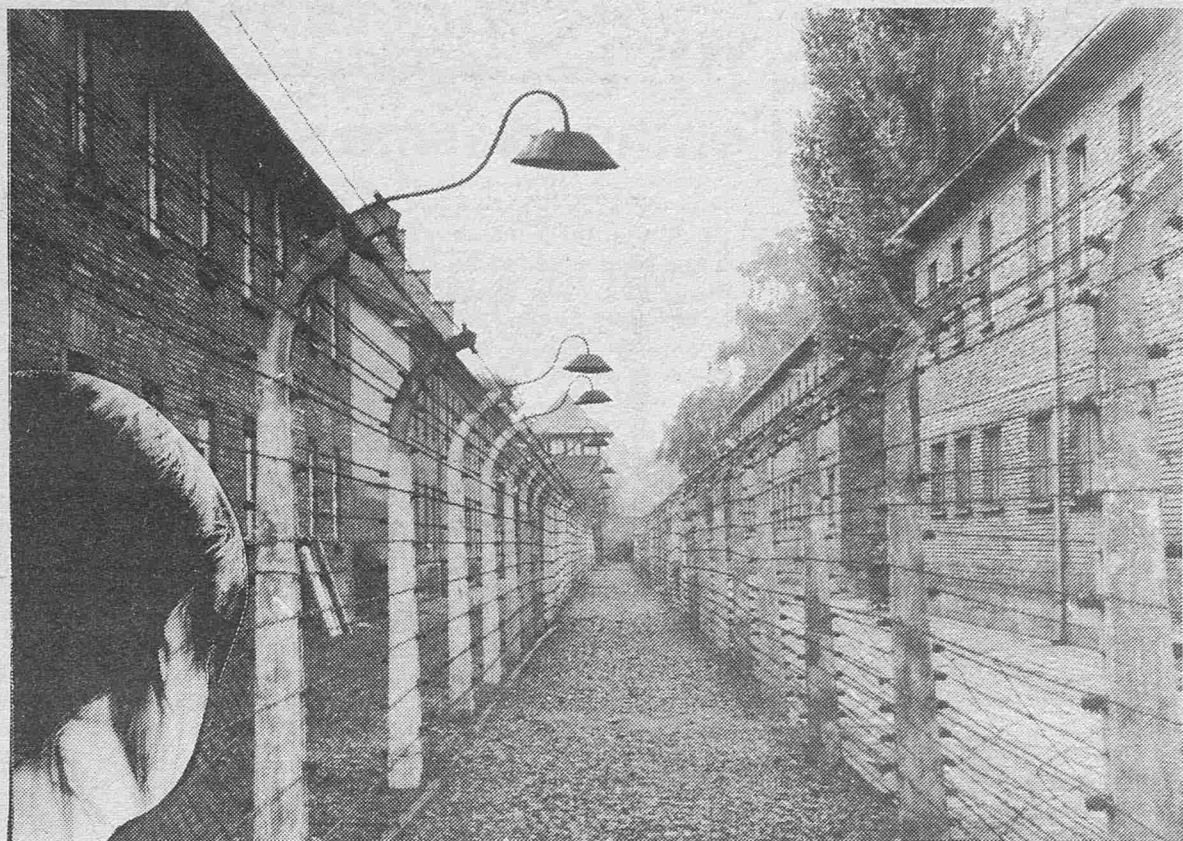
Elle est allée de ville en ville, dans les mairies, les orphelinats, les foyers ; elle se louait à la journée dans les champs ; elle a parcouru de centaines de kilomètres à pied pour arriver jusqu'à moi. J'ai su que ma mère avait participé à la résistance en France. Ma grand-mère a mis trois ans pour me retrouver. Elle recherchait tout le monde, la famille, avec ma soeur. Moi, j'y croyais pas. Quand on m'a dit

- c'est ta grand-mère-, j'y croyais pas et quand je l'ai vue, je ne l'ai pas cru non plus. C'était pas sûr pour moi. Je suis partie avec elle. J'avais pas le choix. Pendant deux ans, je ne lui ai pas parlé. J'avais 8 ans. Elle m'a emmenée en Ariège. Ma soeur, je lui flanquais des roustes. Elles travaillaient toutes les deux, elles se louaient ouvrières agricoles dans un petit village de montagne. On s'aimait pas beaucoup avec ma soeur. Elle s'appelait « Sara ». ma grand-mère parlait mal le français. JE parlais une langue mélangée avec elle : polonais, yiddish, occitan... On se parlait plus par gestes d'ailleurs, ou par dessins.

Ma grand-mère n'a rien exigé de moi, ni amour, ni affection. Elle a respecté mon silence. je ne l'appelais ni grand-mère, ni mamy au début. Ma soeur et elle étaient étrangères, je les détestais. Déjà, je n'aimais pas les adultes. C'étaient des ennemis. Elle chantait beaucoup ma grand-mère, en polonais. J'aimais sa voix. Je l'ai vue parfois, les larmes aux yeux. Ça m'a touchée. Petit à petit, je me suis apprivoisée. Le soir, elle ne m'a jamais imposé le baiser du soir. Elle a accepté ma sauvagerie, mon refus, moi, finalement. Une fois, je me suis bagarée, je me suis fait rouster ; je suis rentrée les habits déchirés, en larmes, tuméfiée, elle n'a rien dit, sauf : « l'important, c'est de vivre debout », c'est tout. Ça m'a beaucoup frappée. Ça m'a rappelé la dignité de nos tribus d'enfants quand on a vécu en bandes d'orphelins après la guerre dans la région de Caen.

L'institutrice s'est occupée de moi. L'école, j'aimais bien. J'aimais apprendre, comprendre. Elle est venue voir ma grand-mère pour que je continue à l'école. C'est peut-être à partir de ce moment-là, que j'ai pu parler à ma grand-mère.

Elle m'a prise dans les bras, je me suis laissée faire. Je l'ai appelée -Mamy-. Un jour, je lui ai dit : « je veux savoir qui sont mes parents, où ils sont ».



Légende photo (témoignage Aïsha : « J'ai fait des recherches à Varsovie et à Auschwitz »)

Elle m'a répondu : « moi aussi. Ta mère est ma fille. C'est là que j'ai compris qu'elle était vraiment ma grand-mère. Et puis, je portais le même nom qu'elle ; j'avais une mère, idéale, parce qu'elle n'existait pas. Ce que j'ai appris par la suite, sa résistance, sa mort dans un camp nazi, tout ça a servi à alimenter l'image que j'avais de ma mère. Je n'avais pas honte. Ma grand-mère ne me parlait pas beaucoup de sa mère. Elle est morte à 60 ans d'une crise cardiaque. C'est moi qui l'ai trouvée morte. Je n'ai plus douté qu'elle était ma grand-mère.

ma grand-mère ne croyait pas en Dieu. Un jour, elle m'a dit : « tu viendras sur ma tombe pendant 15 Jours et tu me demanderas si dieu existe, je te le dirai. » Pendant 15 jours après sa mort, je suis allée sur sa tombe. Je n'ai pas eu de réponse à ma question... j'avais 12 ans. Ma grand-mère n'aimait pas la religion parce que ça mène à la résignation. C'est le maire du village qui s'est occupé de ma grand-mère morte. Elle venait de toucher de l'argent de la déportation. L'Assistance Publique a tout pris. Je n'en ai jamais vu un centime.

En Normandie, ils n'aiment pas les arabes

Pas de fleur, pas de couronne, un cercueil en sapin...

On l'a conduite directement au cimetière sans prêtre avec juste le fossoyeur. ma soeur était morte trois mois avant, d'une attaque cérébrale. Je me suis retrouvée seule. La DASS m'a reprise.

J'ai été 6 ans en semi-liberté. C'est là que j'ai connu les copines qui parlent dans le livre.

Pendant la guerre d'Algérie, j'ai fait partie du réseau Jeanson. J'ai appris que mon père était mort en camp et qu'il avait de la famille en Algérie.

J'ai toujours dit que j'étais « juive et arabe ». A 16,17 ans, j'étais arabe, j'avais les cheveux très frisés. En Normandie, ça ne se voyait pas beaucoup, les Arabes. Quand je suis allée dans le midi, je n'ai pas souffert du racisme comme en Normandie. Dans le foyer, je n'étais pas la seule Arabe. On était trois ou quatre. Il y avait plusieurs filles juives d'Europe de l'Est, des filles noires aussi. C'est celles qu'on maltraitait le plus. Maguy, par exemple, elle était noire. On a fraternisé tout de suite, elle et moi.

J'ai bien dit que je n'étais pas française ; je m'appelle Aïsha depuis toujours. Je n'aurais pas voulu m'appeler Marie. Les bonnes soeurs débaptisaient les filles pour leur donner des noms français. On donne des noms français aux petits Vietnamiens réfugiés, actuellement, sous prétexte que leurs noms sont difficiles à prononcer. Maguy s'est toujours appelée Maguy. Dans le livre, je n'ai pas changé mon nom. On l'appelait « Bamboula, sale négresse », on lui disait qu'elle puait. Moi, je la défendais, je cognais quand on l'insultait. Quand on arrivait toutes les deux, on entendait :

« ça pue ». Un jour, j'en ai chopé une. Une autre fille qui s'appelait aussi Aïcha, nous insultait avec les Françaises. Je lui ai dit : « avec le nom que tu as... » et je l'ai cognée. D'autres aussi.

Quand je sortais avec Aïcha ou Djalila dans la ville, on en entendait. J'avais des envies de meurtre. Je faisais des rêves où je descendais ceux qui nous insultaient. Aïcha avait une « bonne gueule arabe ». Elle était très belle. Elles s'habillaient bien, elles étaient plus belles que les petites Normandes de Caen. On se faisait vider des bistrots. C'était la guerre d'Algérie. on nous disait : « retournez là-bas, on ne veut pas de vous ici... ». Là, j'ai su que j'étais Arabe et que c'était ce que je voulais être. Je me sens plus Arabe que Juive.

être arabe, c'est être sémite. Je ne suis ni musulmane, ni juive.

ve. Je n'ai pas de religion. Je me sens plus proche des Palestiniens que d'Israël. Je suis allée en Israël. Que des laisser-passer existent là-bas après ce qui s'est passé contre les juifs, je ne l'accepte pas.

je suis apatride. J'ai refusé la nationalité française. J'avais pensé prendre la nationalité Algérienne, mais je ne l'ai pas fait. Je suis allée un an et demi en Algérie après l'indépendance... ça m'a fait réfléchir.

j'ai travaillé comme ouvrière agricole à 13 ans

J'ai vécu de 15 à 21 ans en semi-liberté dans le foyer. J'ai connu la maison de correction. On m'avait mise d'office chez un paysan, en 1955, 56, j'avais 13 ans. je travaillais comme une ouvrière agricole 15 heures par jour. Je couchais dans la grange. Les paysans se fournissaient à la DASS. Le domestique a bien essayé, dans la grange... mais j'ai pris la fourche, ça l'a arrêté.

Déjà, à 12 ans, je faisais des heures chez un fermier ; j'allais chercher le lait tous les jours. Pendant trois semaines, le père et le fils m'ont sautée. A qui je l'aurais dit ? A 18 ans, je suis retournée là-bas et j'ai mis le feu à la ferme. C'était une belle ferme ; le paysan était riche, il avait des troupeaux, des chevaux ; tout a brûlé, tout, tout. Ça l'a ruiné. J'avais attendu ça... J'ai assisté à l'incendie. J'avais fait ça bien. Ça a marché. Rien n'a été sauvé. Il aura une toute petite retraite...

Avec la grand-mère, on allait dans les Corbières pour les vendanges. On se louait, toutes les trois, avec ma soeur. on chantait en marchant à pied. C'est comme ça que j'ai appris la Commune et l'Internationale, ma grand-mère les savait.

Propos de Aïsha, recueillis par
Leïla SEBBAR
(à suivre).
Copyright « Sans Frontière »

A NOS ABONNES,
A NOS LECTEURS

EXCEPTIONNELLEMENT

Achetez un second exemplaire de
« Sans Frontière » et offrez le à vos amis,
ou compagnons de travail.

sansfrontière

Il se fera, l'enthousiasme en moins

A la veille de l'arrivée de Georges Marchais dans ses murs, la population rennaise reste secouée par l'« affaire du centre Islamique ». Ce que l'on peut déjà dire sans savoir précisément quelle tournure prendra ce conflit, tant il évolue vite, c'est que les communistes auront réussi à faire parler d'eux, mais tant de poussière pour exprimer le mépris, tant de bruit pour dire la haine, on se demande parfois s'il ne faut pas taire l'information.

Bien sûr, les communiqués de soutien au projet du centre Islamique cessent de tomber dans les boîtes aux lettres des réactions locales. Bien sûr les propres militants du Parti Communiste se désolidarisent de leur fédération. Bien sûr, M. Hervé, Maire de Rennes prend à cœur de défendre ce projet qui est « tout à l'honneur du Conseil Municipal ». Mais pour la population immigrée de Rennes, rien ne sera plus jamais tout à fait comme avant.

La décision du Conseil Municipal, en avril 80 les avait comblés. Les réactions d'hostilité qui ont fait suite, leur ont ôté tout enthousiasme. Les habitants du quartier regroupés dans l'association des résidents Portugal-Italie (quelle ironie du sort !) ont été les premiers à manifester leur triste chauvinisme. Pour la plupart, de couche moyenne ou populaire, ils invoquent des arguments souvent contradictoires qui ne parviennent pas à convaincre. N'a-t-il pas été dit lors de la réunion d'information par une personne de l'assemblée : « Je ne tiens pas à marcher avec un couteau derrière la tête ». De tels arguments paraissent effectivement plus limpides, mais on n'ose croire que les 300 membres de l'association portent en eux de telles intentions.

Non, la vérité, c'est toute cette campagne de dénigrement des immigrés entamée par le gouvernement lorsqu'il s'est rendu compte que la crise était insoluble à court terme. La véri-

té, ce sont les semaines de dialogue proposées par M. Stoléru et qui ne sont que de longs monologues au pays de la démagogie. La vérité, c'est enfin un parti qui se dit ouvrier et qui, affirmant que « l'immigration est le fruit de la politique du patronat et du pouvoir », conclue par cette pirouette extraordinaire : « ce sont les travailleurs qui payent ». Ce sont les hommes de main de ce même parti qui expulsent au bulldozer les immigrés : qu'importe qu'ils soient travailleurs.

Devant une telle logique, les communistes ont donc repris en chœur l'air de révolte de ces résidents paniqués. Pas très loin derrière le P.F.N. (Parti des Forces Nouvelles), groupuscule d'extrême-droite, entonne un refrain déjà connu. Trop connu. Mais les arguments divergent entre les uns et les autres.

Espace vert ou parking (faudrait savoir), côte mobilière pour les résidents, séparation de l'église et de l'état, création de ghettos immigrés (encore !) pour les communistes. Pour le P.F.N., la race doit suffire. Mais encore une fois les dissonances ne sont qu'apparentes : il ressort de tout cela un sentiment anti-immigré qui fait peine à voir et à entendre. Seuls les intérêts semblent réellement diverger.

Il en est pour preuve l'incassable volte-face du Parti Communiste. Ceux-ci qui s'étaient d'abord prononcés en faveur du projet, dans la foulée des événements de Vitry, reviennent sur leur position du mois d'avril (heureusement ce n'était pas le 1er). Ils mettent en garde contre les risques de migration vers la Z.U.P., prétextent la laïcité de l'état, dont M. Hervé a redonné une définition très intéressante (voir interview). mais surtout, ils se plaignent de ne pas avoir eu toutes les pièces du dossier entre les mains, de ne pas avoir été mis au courant au sujet de la mosquée.

Devant le peu d'écho qu'on a bien voulu leur octroyer, ils étaient en train, mercredi, quand je suis passé les voir, de rédiger un communiqué de presse avec preuves à l'appui sur les mésactions du Maire. Celui-ci n'est jamais paru. A la place, Samedi, on pouvait lire sur « Ouest-France » que c'était au patronat, qui s'enrichissait sur le dos des immigrés, de subventionner de tels équipements. Nulle trace de Mosquée : c'est à peine si on parlait de ghetto. Combien de voix le P.C. a-t-il pu glaner dans toute cette machination. Piètre consolation...

A vrai dire, ce qu'il faut retenir de toute cette « affaire », et c'est le plus malheureux, c'est le rôle de pion que l'on a une nouvelle fois fait jouer aux immigrés, sur un échiquier politique qui les dépasse complètement. Un échiquier de plus en plus malsain qui fait totalement abstraction de l'homme, en tant qu'entité à part entière. Alors, quand il s'agit d'immigrés ! Pourtant, « si ça se fait, on voudrait montrer qu'on est des gens comme les autres », nous dit un responsable de l'Association. « Mais le problème c'est qu'à partir du moment où on nous voit vivre avec nos modes de vie propre, on est plus des gens civilisés », reconnaît un autre.

Oui, le problème est bien celui du droit à la différence. Le droit à apprendre et à lire l'arabe pour les enfants, le droit de pratiquer sa religion dans un lieu de prière commun, le droit de se réunir, de monter une bibliothèque, et par conséquent, le droit de s'informer. Tout cela est prévu dans l'organisation de ce centre Islamique. Et tout cela se fera très probablement, « sans problèmes ». Seulement : « ce qui est vexant, c'est ce qui a été dit : on sera toujours indésirés »

Alain Bichon

Interview de M. Hervé maire de Rennes :

S.F. : Monsieur le Maire, que représente globalement l'immigration à Rennes ?

E.H. : 2,8 % de la population rennaise est immigrée : Algériens, Marocains, Portugais et Turques essentiellement. Ces personnes travaillent dans des secteurs assez différents, en priorité dans le bâtiment et pour les travaux publics. Il y a aussi une colonie du sud-est asiatique qui a un foyer à sa disposition qui fonctionne depuis très longtemps. Cette population immigrée n'a pas l'importance quantitative qu'on peut rencontrer ailleurs. Il y a 3000 Musulmans relativement bien répartis dans les quartiers. Néanmoins, une plus grande proportion se trouve dans la Z.U.P. Sud, quartier où doit être implanté un centre Islamique.

S.F. : Quelle est la politique poursuivie par la ville en matière d'immigration ?

E.H. : Il y a tout d'abord l'action directement municipale, financée par le Conseil Municipal. Elle comporte un financement important à l'Aide Sociale aux Travailleurs immigrés (A.S.T.I.) et met l'accent sur les problèmes d'alphabétisation. Nous abritons également un centre d'information pour travailleurs immigrés. On verse enfin de très nombreuses subventions à diverses associations dont le but principal concerne les immigrés.

Il y a ensuite les actions indirectes, gérées par des organismes para-municipaux mais financés essentiellement par la ville.

Tout cela permet de mieux comprendre les immigrés. Il y a

aussi le festival de la chanson celui de l'immigration. Par ailleurs, nous sommes souvent sollicités pour des démarches administratives : cartes de travail ou de séjour, expulsions... Nous intervenons auprès de la préfecture après examen du dossier, cas par cas. Dans un autre registre, nous sommes en discussion pour nous jumeler avec une ville d'Algérie et avons des relations avec une ville Kurde de Turquie. A ce propos, nous avons acheminé des bus réformés là-bas : mais le maire termine désormais sa vie en prison et a subi la torture... De même Rennes reçoit régulièrement un certain nombre de personnalités. Les immigrés sentent ainsi une présence dans leur ville. Par exemple dernièrement, le Maire de naplouse, mais aussi de Sorodom Shihanouk, Hua-Kuo-Feng, et Mario Soarès qui

a vécu son exil à Rennes. Le rôle international des villes est extrêmement important. Rennes est une ville intellectuelle, universitaire, à tradition d'accueil.

S.F. : Pour passer au vif de l'actualité, pouvez-vous retracer brièvement l'historique du projet du centre Islamique ?

E.H. : Fin 1978 : une association musulmane vient nous voir pour obtenir un local. Dans un premier temps, on pense à mettre à leur disposition une salle préfabriquée. Mais c'est une mauvaise solution pour diverses raisons : financières, esthétiques et matérielles. C'est par la suite que l'on décide de construire un équipement neuf. Au départ, c'était un équipement culturel qui intéressait l'association : une mosquée. La ville voulait leur offrir un équipement polyvalent, et l'Association a rapidement fait siennes ces propositions. C'est ainsi qu'a été conçu un équipement culturel Islamique. La décision a donc été prise le 28 avril 1980 à l'unanimité du Conseil Municipal. Tout le monde était alors d'accord pour considérer qu'il y avait un lien très étroit entre le culturel et le « culturel » surtout quand il s'agit de l'Islam. L'une des expressions culturelles pouvant être le « culturel ».

S.F. : Les communistes disent que vous les avez abusés. Ils font allusion à la mosquée dont vous avez parlé et qu'ils prétendent être l'objet premier (sinon l'unique) de ce centre Islamique depuis sa conception.

E.H. : Toutes les discussions internes au Conseil Municipal qui ont précédé la décision elle-même, ne laisse aucune interprétation possible quant à ma duplicité. Tous les élus communistes ont été d'accord pour qu'il y ait des activités culturelles et « culturelles » à l'intérieur de ce centre. De même, tous ces élus ont été d'accord pour ne pas modifier la localisation géographique de l'équipement. Il y a donc bien eu revirement de leur part.

S.F. : Comment peut-on expliquer ce revirement du Parti communiste ?

E.H. : Ils ont voulu coller une certaine population par souci électoral. Aujourd'hui, le sentiment anti-immigré, sentiment facile et dangereux, est important en France. On sait à quoi cela conduit. Ponctuellement, c'est Vitry. Plus globalement, cela débouche vers des régimes qui tournent le dos à la démocratie. Samedi dernier, il y a encore eu une nouvelle position du P.C.. Elle dénote le trouble des militants comme celui du parti lui-même face aux diverses réactions. Ceci est grave pour une formation qui se veut représentative des travailleurs.

Maintenant, le problème pour moi est très simple : il s'agit de convaincre la population qui s'oppose au bien fondé de notre position. Il est de montrer que le Parti Socialiste et ses élus sont les véritables défenseurs du respect des personnes. Il faut aussi tenter de faire accepter une nouvelle définition de la laïcité : celle-ci consiste à res-

pecter les différences et à donner à chacun la possibilité de vivre sa culture. Une prétendue laïcité dogmatique antireligieuse ne relève pas de la conception humaniste que nous avons de cette philosophie. Cette définition n'est pas gratuite. Il faut la faire accepter pour que la réflexion, les comportements évoluent.

S.F. : Les arguments des communistes sont désormais connus. Mais comment peut-on expliquer le comportement des habitants du quartier où doit s'installer le centre islamique ?

E.H. : Il y a deux motivations principales à leur opposition. Ils craignent tout d'abord pour leur sécurité. Ce sont les retombées locales des discours sur la soi-disant montée de la violence (Peyrefitte). Ce genre de discours influence considérablement les gens. Puis c'est la référence simpliste aux immigrés : la xénophobie, a deuxième crainte est celle de voir leurs appartements perdre de la valeur foncière. Ces deux éléments se retrouvent traditionnellement dans les comportements poujadistes et anti-républicains. Ce sont les classes moyennes et souvent populaires qui en sont les supports. mais quant à l'association, je ne veux pas la réduire, ni l'humilier. Je veux tenter de l'amener à la raison et tenter de lui faire dire autre chose.

S.F. : Y-a-t-il, d'après vous, résurgence d'un sentiment raciste en France ?

E.H. : Oui. Résurgence qui s'explique par le fait que l'on traverse une crise économique, ce qui entraîne systématiquement une attitude de repli sur soi et d'exclusion. Or les premiers exclus sont les plus faibles. En tant que socialiste, je me dis que nous avons tellement raison...

C'est pourquoi nous voulons aider la communauté musulmane à vivre ses particularités et à mieux se sentir membre de la communauté rennaise.

S.F. : Pour en revenir au centre islamique, le projet peut-il être abandonné ?

E.H. : Les socialistes et les radicaux de gauche ne reviendront pas sur leur décision. Bien sûr, un nouveau vote peut être organisé sur ce projet. Mais si l'on regarde la composition du Conseil (12 P.C. sur 43 élus), le projet ne sera jamais abandonné.

S.F. : Alors, le P.C. dit qu'il ne veut pas de « clash » politique et vous, vous leur demandez de remettre leur délégation s'ils ne sont pas solidaires de votre action. Quelle issue prévoyez-vous à l'affaire ?

E.H. : Le moment le plus important de l'action municipale, c'est le vote du budget : c'est lui qui permet de prendre ensuite toutes les décisions. Mais je suis sûr qu'ils voteront le budget. Ce que je souhaite concernant le P.C., c'est que leurs dirigeants reviennent à la raison. Il y a tellement de choses à faire au niveau des classes sociales, que nous représentons qu'il est important que les communistes cessent de ne penser qu'à la survie de leur propre appareil.

Propos recueillis par A. Bichon

Musulmans en France : Le congrès du réveil ?

Après plusieurs mois de débats, de réunions, et parfois même d'affrontements la communauté musulmane a enfin son congrès.

Fait véritablement positif qui ne va pas sans commentaires. Tous les Musulmans de France se posent la question de leur avenir et de leur place dans la société française. Les enjeux sont graves. De fait une question s'impose à nous : allons-nous devenir un minorité reconnue dans ce pays ? Les années qui viennent sont celles de la conquête de notre dignité. Un congrès islamique est une bonne nouvelle à condition qu'il assume les contradictions actuelles, les étudie et les dépasse.

Les Musulmans de France, sont depuis de nombreuses années divisés par des problèmes de nationalité. Les relations entre Français musulmans et immigrés algériens ne sont pas roses. Actuellement les différends sont en train de se discuter, et après l'invective semble poindre le temps du débat. Des convergences existent sur de nombreux points et c'est de

l'intérêt de tous de surmonter les contradictions issues du passé colonial. D'un autre côté, une tendance émerge chez les Français musulmans à vouloir s'organiser en tant que minorité et à plaider pour un droit à la différence.

Des pressions notamment de la part du secrétariat d'Etat aux rapatriés, existent. M. Dominati et M. Villeneuve son adjoint ont la main mise sur un certain nombre d'associations. En effet, après le mouvement de contestation des années 1970, (une grande agitation a régné dans les hameaux de forestage et où de nombreuses grèves de la faim un peu partout en France se sont déroulées), le ministère a essayé et a réussi à contenir le mouvement à l'encadrer et à l'orienter. Des dirigeants virulents, comme Laradji se sont fait récupérer.

A tel point que dans le jargon des initiés on parle de la « bande à Villeneuve ».

Ce fonctionnaire lutte pied à pied avec les dirigeants d'associations locales qui ne veulent pas se soumettre à la politique du ministère.

Actuellement les conflits se cristallisent entre, d'une part, les partisans du secrétariat d'état et d'autre part les membres du congrès islamique réunis autour de Hamza Boubakeur.

Dans la jeunesse française musulmane, il existe une volonté de renouvellement. Le congrès islamique tiendra-t-il toutes ses promesses ?

KHALI HAMOUD

Les jeunes Français musulmans

Plusieurs dizaines de jeunes français musulmans se sont rencontrés à Paris le dimanche 25 janvier 1981, pour discuter de leurs problèmes et envisager les initiatives à prendre. A l'issue de leur réunion, ils ont décidé de créer une association nationale de jeunes français musulmans. Cela constitue certes un événement à double titre.

Il existe (et parfois depuis 1975 comme c'est le cas à Roubaix), des associations régionales de jeunes français musulmans, néanmoins, cette association nationale est la première dans son genre.

Un avènement aussi car cette réunion révèle au grand jour les transformations en cours dans cette communauté, même si ces changements, peuvent paraître lents parfois bien timides. C'est le début de la fin d'une triste époque ; celle des notables spécialistes dans la division des « Harkis » et de l'assistanat érigé en système. C'est parce qu'ils refusent cette situation que des jeunes organisés dans des associations régionales (Roubaix, Rouen) ou faisant partie des sections « jeunes » d'associations d'adultes (région parisienne) se sont rencontrés avec d'autres jeunes n'appartenant à aucune association, dimanche dernier.

Dès le début de la réunion, le ton est donné : « cela fait 18 ans que nous sommes en France, 18 ans qu'on nous trimalle de département en département, qu'on

nous traite de sales bougnoules, que nous demandons à être des français à part entière, 18 ans de souffrance et de misère ».

Pour tous les jeunes présents, le bilan de leur communauté depuis l'indépendance de l'Algérie, et l'arrivée de leurs parents en France est sombre. Un seul chiffre suffirait, s'il était encore besoin de le prouver : 75 % de jeunes Français musulmans, n'ont pas de qualification professionnelle.

Après cette courte intervention d'un des initiateurs de la réunion, la parole est donnée aux participants qui vont se succéder, parfois dans le désordre et le brouhaha, mais c'est tant mieux, tellement il y avait à dire et à discuter. Echec scolaire, racisme, déqualification professionnelle, promesses non-tenues, la situation est vite broyée. Deux points reviendront tout au long des interventions, les rapports avec les parents et les associations d'adultes, et celui de l'identité culturelle des jeunes.

« A nos parents, on a promis le paradis et ils ont eu l'enfer, ou dans les meilleurs des cas, un billet d'avion pour la Mecque », dira l'un alors que d'autres attireront l'attention sur la division qui règne chez les adultes. « Il y a presque 150 associations de français musulmans » « Nous avons des faiblesses et les gouvernants savent s'en servir. » A cet état de fait qui facilite la mani-

Deux millions cents mille Musulmans en France, français ou étrangers, travailleurs, étudiants ou commerçants, plus de 350 « centres islamiques » qui vont de la simple salle de prière d'un foyer Sonacotra à la grande mosquée de Paris, un renouveau indéniable et le prouve le nombre sans cesse grandissant des associations islami-

C'est le 24 février 1980 que le recteur de la Mosquée de Paris, Si Hamza Boubakeur a lancé le

premier appel pour, la tenue d'un tel congrès ; un comité préparatoire s'est depuis, mis en place, menant de front les contacts à travers la France et dans bien

ques, la communauté musulmane de France est indéniable en expansion.

Cette communauté est convoquée le 6 février prochain à une rencontre qui peut marquer un tournant dans son histoire ; rencontre ambitieuse puisque son but est la constitution du MAJLIS (Conseil) des institutions islamiques de France.

des pays islamiques. Des observateurs, parfois venant de bien loin (URSS, USA, Afrique Noire...) sont d'ailleurs attendus le 6 février 1981.

Dans un appel public, le Comité préparatoire invite à ce pré-congrès tous ceux et celles qui se sentent concernés par le deve-

nir des Musulmans de France. Y sont donc conviés non seulement les associations cultuelles, les imams des mosquées mais aussi « tous ceux et toutes celles qui à titre personnel, ou sur un plan local, ou général, voudront manifester leur intérêt et leur soutien à la cause de la communauté ».

On assistera donc vendredi prochain à une réunion ouverte réunissant « sans distinction de race, de nationalité, ou d'origine-NE » tous les Musulmans « afin d'affirmer clairement, ajoute le comité préparatoire, leur présence, leur rôle historique, et leur importance économique, sociale et culturelle dans ce pays qui est devenu la patrie pour bon nombre d'entre eux ». Pour ce faire, les initiateurs du congrès font appel à « l'unité de cette communauté souvent humiliée et affaiblie par ses divisions, ses clans ». Le but donc DU FUTUR Majlis est d'œuvrer pour la reconnaissance de la personnalité et de l'identité musulmane en France, mais aussi de s'attaquer à tous les problèmes sociaux des Musulmans. Si l'on prend soin de souligner au comité préparatoire que le conseil n'aura pas de vocation politique, on affirme par contre sa volonté de traiter des injustices subies par la communauté, et en premier lieu, de riposter au racisme dont elle est victime. L'appel au pré-congrès souligne à plusieurs reprises cette situation en rappelant « les sacrifices consentis » par les Musulmans et en demandant pour eux « le droit à la différence ». Il trace les grandes lignes de la discussion du 6 février en appelant à la constitution de groupes de travail « sur les problèmes toujours lancinants de la vie musulmane : jeunesse, éducation au foyer, condition féminine, développement de l'information religieuse (télévision par exemple), rites et pratiques religieuses (fête canonique, mois de ramadan, pèlerinages à la Mecque, aménagement du temps de travail, etc...) ».

Besoin urgent en cimetière musulman, situation des hôpitaux et des prisons ».

Le pré-congrès décidera aussi de la date du congrès général de l'Islam en France qui aura à aborder d'autres questions telles que les Droits de l'Homme en Islam, les Musulmans et la législation française, l'immigration et le racisme.

Deuxième communauté religieuse de France, les Musulmans se trouvent avec cette initiative face à un choix important. Vont-ils dépasser la dispersion actuelle et constituer un regroupement indépendant pour imposer leurs revendications essentielles, ou verra-t-on réapparaître les manœuvres et les rivalités ?

KAMEL B.

Le Pré-congrès commencera le 6 février 1981 à 15 heures, à l'issue de la prière du vendredi à la mosquée de Paris, place du Puits de l'Hermite, 75005 Paris. Tél. 535 97 33 (34 et 35).

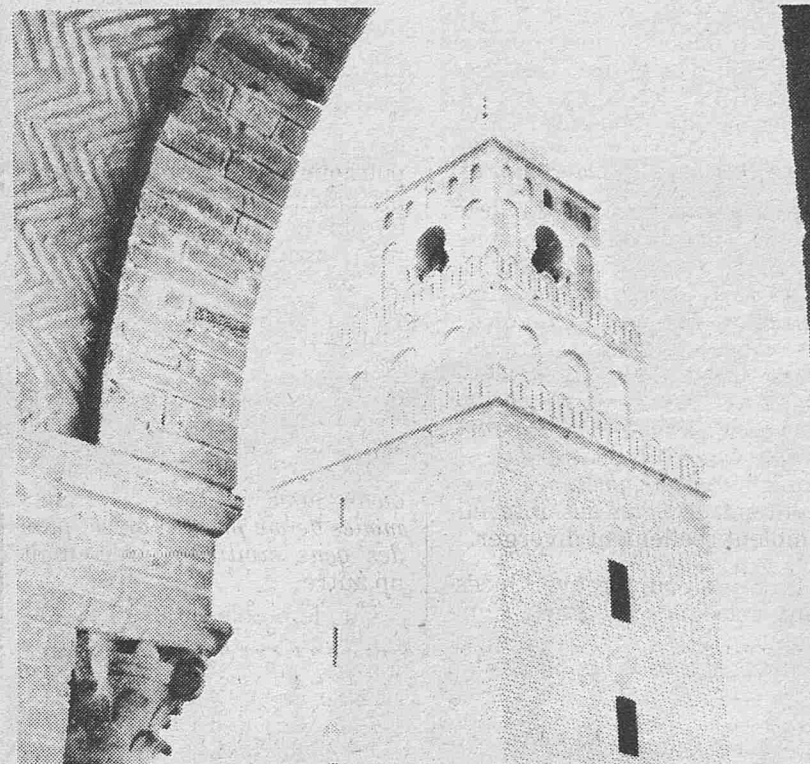


Photo Pierre Gilabert

pulation, précisera un jeune, « Il faut opposer l'union des jeunes, une seule association qui regroupe toutes les sensibilités et accueille tous les jeunes conscients mais isolés dans leur HLM ou leurs hameaux forestiers ». Le débat portera longtemps d'ailleurs sur le problème des rapports avec les associations d'adultes : faut-il mener de suite le dialogue avec elles ou attendre et discuter d'abord entre jeunes. La question ne sera pas tranchée, mais quelques adultes présents, responsables d'associations par ailleurs, promettent leur aide, et l'un propose la dissolution de la « section jeunes » pour l'intégrer à la nouvelle association nationale.

Problème sensible, on le voit, tellement la méfiance vis à vis de certains responsables qui sont notre « poison » dira l'un des participants est à juste raison bien ancrée « ces mandarins qui courent derrière la légion d'honneur ou qui sont fiers lorsqu'on présente à la TV un français-musulman titulaire du CAP sont la cause de notre faillite », entendra-t-on. A cette préoccupation, s'ajoute celle de l'avenir des enfants. Ismaïel en trace les contours « nous sommes présents aujourd'hui, on peut dire que nous sommes quelque peu privilégiés. Il faut préparer la voie à ceux qui sont à l'école primaire, les aider sinon, ce sont les voies de garage qui les attendent, surtout avec la crise ac-

tuelle » et Mohamed ajoute « pour nous jeunes, l'Algérie n'est qu'un nom, sans contenu. Nous voulons connaître notre civilisation, notre religion et il faut éviter qu'il y ait une cassure avec les parents, leur choix, si choix il y a eu ».

pour Yamina « ce mur d'incompréhension entre parents et enfants vient d'un manque d'expression des jeunes, de l'ignorance de leurs aspirations. On a l'habitude de régler les problèmes de français musulmans cas par cas, pour les démobiliser. Nous disons aux jeunes venez nous obtiendrons des choses avec vous et non pour vous ».

Le problème de l'identité des jeunes est commun aux immigrés et aux Français musulmans dira un jeune très applaudi, et c'est à partir de la culture arabe et islamique qu'il faut le traiter.

« Nous avons discuté aujourd'hui de nos déconvenues, de nos échecs, nos divisions. Nous savons qu'il faut rompre notre isolement car il est dans la famille, au niveau de l'hexagone et dans l'identité » résume un participant.

Pour l'immédiat, une motion a été votée, et sera adressée au président de la République et au Premier Ministre, et déjà un premier rendez-vous est pris, mais à Marseille pour assister au procès du CRS meurtrier du jeune Houari. K.B

MARSEILLE :

Il court des bruits terribles

Le centre ville n'a jamais connu un afflux aussi important de policiers qu'en janvier 1981.

Habituellement, le centre ville de Marseille était plutôt le domaine de la brigade canine. Il n'y a guère longtemps, si vous passiez par là, les chiens policiers venaient tendrement vous renifler. Gentils animaux bien disciplinés qui obéissent au doigt et à l'œil du maître. Aujourd'hui, dans un subit goût de haute sécurité, le préfet leur a préféré : les CRS, la Brigade Antigang, la gendarmerie et quelques autres corps d'élite bien musclés. Cette police diversifiée a un objectif : « La cage ».

« La cage », selon la police de Marseille c'est cette partie du centre ville où aucun honnête citoyen n'ose mettre les pieds. Il court des bruits terribles dans la ville à ce sujet. Viols, vols, crimes, trafic de drogue, et surtout une population basanée oisive qui vit d'expédients.

Donc toujours selon la version policière, un gigantesque filet a été tendu pour nettoyer la ville. 52 expulsions et une arrestation. Un bilan important difficile à commenter car nous

ne savons rien des expulsés et pour quel délit ils ont été condamnés. Aucune précision n'a pu être donnée. D'autre part, l'ampleur du coup de filet était tel que des milliers de travailleurs maghrébins ont été contrôlés en quelques jours. Le nombre d'expulsion est élevé, mais la multiplication des contrôles n'a guère illustré la thèse de la « cage ».

Il faut supposer que si une telle opération avait été conduite dans un autre quartier de Marseille la réussite aurait été la même. C'est à dire nulle.

Cinquante deux interpellations, pour des milliers de contrôles. Un score facile à tenir dans n'importe quel quartier bon chic bon genre. Les associations anti-racistes 3 Les associations anti-racistes

(MRAP, Cimade, association des Juristes) et la section locale de la CFDT ont cru bon d'appeler à une manifestation qui a réuni environ 500 Marseillais. Il faut croire que les autres étaient pleinement satisfaits de leur police qui avait fait du bon boulot.

La veille encore, les mêmes enrégés s'étaient réunis pour entendre M. Albert Levy parler de Copernic, des crimes racistes impunis, de la dignité des immigrés et autres « balivernes démodées » pour beaucoup. Même pas le charme rétro du bon film qu'il y avait en même temps à la télé.

Les anti-racistes sont vraiment une espèce en voie de disparition. Comme pour les bébés phoques, l'antiracisme a besoin d'une star bien en forme.

A.B.A.

TEMOIGNAGE

Des rafles de... routine

Je suis prêtre, délégué pour les travailleurs immigrés pour le diocèse de Marseille. J'habite le quartier que la police (d'après la presse de Marseille) appelle d'une façon injurieuse « la cage ». Et je me demande de fait parfois si on n'y traite pas les hommes comme des animaux.

J'ai été témoin mardi 20 janvier après-midi du bouclage du quartier. Quand j'ai voulu entrer dans la rue des Dominicaines les policiers m'ont dit qu'on n'entrait pas. J'ai insisté, disant que j'y avais mon domicile. Ça a fait sourire. On ne m'a pas demandé mes papiers. Est-ce que je me trompe en disant que c'est parce que je n'ai pas une tête d'Arabe ? Car à tous ceux qui apparemment avaient cette tête la police réclamait les papiers. Je ne suis

pas le seul Français à avoir été dans ce cas. J'ai ajouté que j'étais prêtre et que c'était pour cela que je voulais entrer. Sans autre preuve on m'a laissé passer. J'ai vu ensuite bien des gens qui n'ont pas pu aller à l'heure à leur travail, et les groupes de ceux (arabes en masse) qui ont dû attendre le débouclage pour pouvoir entrer chez eux.

Avant midi je suis allé à la préfecture. La délégation de trois associations (qui sont me semble-t-il des associations respectables) n'a pas été reçue. Si bien que nous n'avons pas su ce qui se passait. Or tout à l'heure à 15h30 on est venu me dire que c'était le tour de la rue Puvis de Chavannes. J'y suis allé. De fait à nouveau c'étaient les Arabes qu'on contrôlait. J'ai peut-être eu tort de demander ce qui se passait. Les fonctionnaires de police qui étaient là m'ont dit de m'adresser plus haut. J'ai dit que précisément on ne nous répondait pas. Quand on m'a dit que c'était peut-être parce que la délégation de ce matin était insignifiante et que ça ne me regardait pas. J'ai dit que naguère pendant la guerre la police avait été amenée à accomplir des ordres concernant les Juifs alors... La réponse a été : vous voulez qu'on vous embarque pour outrages... ? Et il me semble que de fait les policiers présents auraient pu le faire, même si je ne faisais que demander des explications et dire pourquoi j'en demandais.

Je suis outré comme citoyen de la façon dont mon pays traite les immigrés. Comme chrétien j'ajoute aussi mon désaccord total. Le 13 juin 1980 à la « Messe du vœu » le Père Etchegaray disait : « le moment est venu au-delà des mesures administratives et partielles, d'amorcer une réflexion globale sur l'immigration avec l'aide de tous les partenaires sociaux sans oublier les immigrés eux-mêmes ». Il citait la parole du livre de la Genèse : « Qu'as-tu fait de ton frère ? » et ajoutait : « Impossible d'échapper à l'obligation d'y répondre (à cette question) au plan personnel mais aussi au plan national. Selon sa capacité d'accueil et de courage, l'église réalisera ou compromettra sa mission de service ». C'est dans cet esprit que je demande le respect de ces hommes.

J'ajoute que je m'élève contre ce que je lisais dans un journal ce matin : « cette opération, qualifiée de contrôle de routine, vient à la suite de plusieurs plaintes émanant d'habitants du quartier et des CIQ du secteur... » Il me semble que le CIQ St Charles (directement concerné) demande plutôt que cesse le marché illégal. Or ce marché illégal fonctionnait encore tranquillement pendant le contrôle de cet après-midi. Qui donc veut faire endosser au CIQ des façons de procéder dont l'odieux souverain n'est pas éteint ?

Jean AUDUSSEAU



Marseille : Manifestation le samedi 24 janvier contre les contrôles policiers

**Achetez
« Sans
Frontière »
chez votre
marchand
de journaux
habituel.**

A Montpellier aussi, on « rafle »

A Montpellier, le 14 janvier, entre 21 h et 22 h, plusieurs travailleurs immigrés ont été interpellés à leur domicile en plusieurs points de la ville : cité du Petit Bard, impasse Burgues, impasse Roux, rue Fabre et ont été immédiatement conduits au commissariat central.

Prévenue le lendemain, l'A.S.T.M. s'efforce de mettre sur pied rapidement une délégation pour essayer de rencontrer le Directeur de la Police Urbaine et obtenir des renseignements sur les motifs de leur arrestation.

Réunie à 18 h 45 devant le commissariat, cette délégation alors composée de représentants de la CGT, CFDT et l'ASTM ne peut que voir passer un fourgon de CRS dans lequel se trouvaient des maghrébins : renseignements pris, ce fourgon les a menés à Sète où ils ont été « embarqués » sur l'Agadir, bateau faisant la liaison entre Sète et Tanger au Maroc.

Malgré l'insistance des membres de la délégation, les fonctionnaires de police se sont refusés à communiquer le moindre renseignement « en l'absence de toute autorité compétente ».

Le lendemain, vendredi 16 janvier, une nouvelle délégation composée de représentants CGT, CFDT, ASTM et MRAP, est reçue par le directeur de la Police Urbaine. Ce dernier confirme alors le renvoi de 5 travailleurs marocains, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une opération de police (type rafle) mais de la conclusion d'une procédure engagée à leur rencontre. par ailleurs, le fait d'avoir choisi la veille du départ de l'Agadir comme date d'arrestation procéderait d'un « souci humaniste » : peut-être faut-il comprendre par là que la police voulait leur éviter le traumatisme d'une détention prolongée !... Par contre, il s'est refusé à communiquer leurs noms et les motifs du refoulement (?)

ou expulsion (?)

Ces événements nous interrogent sur plus d'un point : tout d'abord, pourquoi ce silence de la police ? D'après les informations glanées sur place, il y aurait plus de 5 personnes arrêtées. Dans ce cas, que sont devenues les autres ? Les arrestations semblent avoir exclusivement touché des marocains. sur dénonciation (des Arabes vraisemblablement des marocains accompagnaient les policiers dans les descentes). Quel est le motif réel de cette dénonciation ? Si ces travailleurs sont tous des sans papiers, pourquoi la police ne le dit-elle pas, alors qu'en d'autres occasions, elle use et abuse de l'argument ?

Quelles que soient les réponses à ces questions, nous ne pouvons que nous élever contre les méthodes de la police montpeliéraines dont le silence absolu et la rapidité évoquent l'arbitraire le plus complet. Un départ de bateau pour Tanger, une rafle, voilà de quoi éviter de

fastidieuses procédures à notre administration policière déjà bien chargée...

Déjà à Montpellier, fin septembre 1980, la police avait procédé au petit matin à l'expulsion de deux clandestins, le jour même où ceux-ci avaient rendez-vous avec leur patron (notoirement connu comme employeur de main d'œuvre étrangère en situation irrégulière) afin de se faire régler des heures jusque là impayées : coïncidence pour le moins curieuse... et une bonne manière de faire son beurre avec la loi Bonnet.

En octobre 80, des commerçants montpeliérains pas racistes pour deux sous, créent une milice qui déclare : « les pick-pockets qui pullulent sur les marchés sont tous des melons ». Et dernièrement, un cinéma de la ville, menacé anonymement par téléphone, se voit contraint de retirer de l'affiche « La Bataille d'Alger ».

MARSEILLE : LE CRS ASSASSIN EST LIBRE



La mère et la grand-mère de Houari Ben Mohamed.

Trois mois après l'assassinat du jeune Haouari Ben Mohamed, le CRS meurtrier est mis en liberté provisoire. Trois mois seulement. Il nous est permis d'écrire que la justice a cédé devant les protestations et les pressions du syndicat des policiers qui ne supportaient pas que « le jeune CRS Taillefer soit traité comme un droit commun alors qu'il faisait son métier dans les points chauds de la ville ». La thèse de l'homicide involontaire a donc prévalu. Pour la justice, le CRS Taillefer n'a donc pas voulu intentionnellement la mort du jeune Haouari Ben Mohamed. Il vaut mieux ainsi pour un policier tuer un Arabe que voler sur les quais du port. Un policier voleur est condamné à coups sûr. Un policier assassin d'Arabe, cela se discute et se défend très bien...

Dès le début, contre tous les témoignages et toutes les preuves, le CRS a été inculpé d'homicide involontaire. Souvenez-vous, le lundi 20 octobre, à la famille et aux femmes des Flamants, le préfet de police déclarait : « J'accepte et j'entends votre

protestation. J'accepte parce que je sais quelle est votre émotion, mais il ne faut pas exagérer notre communauté est une communauté fraternelle à tous aussi bien à ceux d'origine arabe qu'à ceux qui ont une autre origine. En tout cas, c'est ma profonde pensée et ce n'est pas seulement ma façon de penser, c'est ma manière d'agir en tant que préfet responsable administrateur et représentant du gouvernement... Dans les moments où nous sommes, je vous comprends fort bien mais je vous en prie, retrouvez votre sérénité... Nous ne sommes pas là pour marquer les Arabes d'une façon spéciale. Dans ce domaine précis, nous avons fait le nécessaire, le policier est aux Baumettes, il est inculpé... L'enquête n'est pas terminée, on verra ce que cela va donner. Et encore une fois, vous le savez, la magistrature est tout à fait à l'écart du pouvoir politique et les magistrats en liberté totale d'appréciation. Vous savez fort bien que c'est ainsi que les choses se passent, et je rougirais d'être le représentant du gou-

vernement s'il en était autrement ».

Voilà ce que les femmes de la cité des Flamants ont pu entendre le 20 octobre. L'écart est terrible entre le discours et la réalité. Quand le décalage est si grand, que voulez-vous que pense la famille Ben Mohamed, les amis de Houari et plus globalement les habitants des cités ? Houari avant d'être assassiné, non loin de son domicile, s'entend dire par le CRS Taillefer actuellement en liberté : — *Méfie-toi, j'ai la gachette facile, je ne sais pas si c'est le froid, mais attention !* »

Houari n'a pas eu le temps de faire attention le coup est parti. A l'autopsie on trouvera une balle dans la bouche et une autre dans le crâne.

Qui peut honnêtement parler d'accident ?

Tous les jeunes gens qui occupaient la voiture étaient en règle et avaient répondu avec calme au contrôle. Ils n'avaient rien à se reprocher. Aucun n'était connu des services de police. Ils sortaient de chez des amis, après une réunion de préparation d'un match de coupe de football.

Seulement voilà, pour son malheur, Houari a trouvé Taillefer. Taillefer ce jour-là n'était pas en forme. Les jeunes Arabes, il les avait dans son viseur. Alors, ma-

chinalement, sans bien s'en rendre compte, pour passer le temps, il a armé son fusil. Il ne voulait pas les tuer. Non. Seulement leur flanquer une bonne trouille dont ils se souviendraient « ces putains d'Arabes » qu'il n'arrivait pas à coincer au bon moment. Une vraie bonne trouille. « Ce soir, ils ont intérêt à se tenir à carreau. Je suis prêt ».

Le piège est tendu, il n'y échapperont pas.

— Contrôle. Papiers.

— C'est bon, allez-y. Passez... »

Taillefer n'en revient pas. Ils ne se s'en tireront pas comme cela, les salauds, encore une nuit et revenir bredouille.

— Eh vous ! Arrêtez-vous !

— On nous a déjà contrôlé. »

la suite, vous la connaissez. le coup est parti. Cette putain de gachette, il l'a à peine frôlée, Taillefer. Qui dira l'ennui du CRS qui attend longtemps qu'il se passe enfin quelque chose dans les « points chauds » du quartier nord, ces grands espaces désolés, propices au western. Ce soir-là le pauvre Taillefer s'est créé un petit drame : il l'avait eu, son Arabe. Quel tragique accident !

Abdellah Ben Aissa

Réactions : La Mosquée

La mosquée de Paris, dont la mission est d'assurer le libre exercice du culte musulman en France, de veiller à l'attachement des Musulmans à leur religion, de faire connaître l'Islam en Europe et de défendre les Musulmans en France contre l'injustice, l'intolérance et le racisme d'où qu'il vienne, partage avec étonnement et indignation l'émotion soulevée parmi la communauté musulmane en France par le meurtre du jeune Français Musulman Lahouari, tué par un policier au cours d'un contrôle d'identité. [La mosquée, N.D.L.R.] élève une véhémence protestation contre la possible précipitation policière et le racisme évident qui entourent un tel crime. Elle s'étonne de la remise en liberté accordée à l'auteur du meurtre et se réserve la mission de pousser cette affaire jusqu'aux plus hautes instances du pays dont les lois protègent tous les citoyens et non-citoyens dans leur personne, leurs biens, leurs vies et leurs droits.

Le Recteur de la Mosquée de Paris
Si Hamza Boubaker

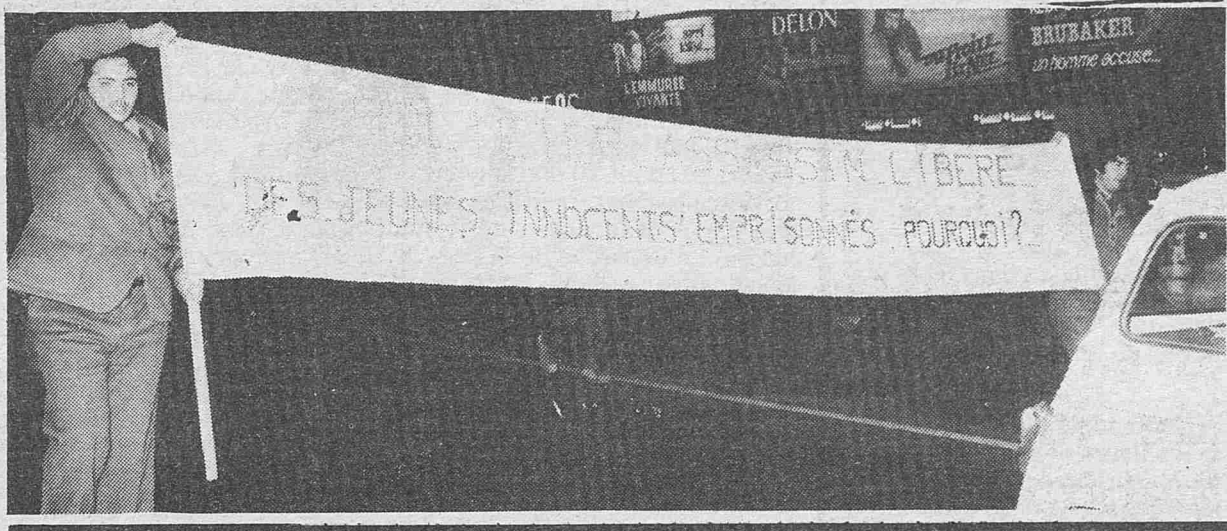


Photo Pierre Galocher

lettre ouverte au ministre de la justice

Comme nous l'avons pensé depuis le début de cette tragédie, il y a une double justice dans ce pays.

Notre fils s'appelle Houari Ben Mohamed. Sa vie ne vaut pas celle d'un autre homme aux yeux des juges. Il a été assassiné par le CRS Taillefer lors d'un contrôle policier où il s'est présenté en règle, le 18 octobre 1980.

Il a eu le malheur de tomber entre les mains d'un homme hors de lui-même et qui déclarait avoir eu ce soir-là, la gachette facile. Paroles intolérables dans la bouche d'un fonctionnaire assermenté, qui ont conduit au meurtre de notre fils.

Cet homme qui a tué gratuitement est un assassin, fut-il en uniforme. Trois mois après, Taillefer est en liberté provisoire. On suppose ce que sera la suite. Les juges n'ont pas voulu tenir compte des multiples témoignages qui ont montré que notre fils a été assassiné d'une manière délibérée.

La mémoire de notre fils Houari Ben Mohamed doit être respectée. Notre enfant n'est ni un voyou, ni un délinquant. Il sortait d'une réunion de son club de foot-ball quand il fut assassiné par ce policier excité.

Jusqu'à ces derniers jours, nous espérions qu'un minimum de justice nous serait rendue. Il n'en a rien été. Le syndicat des policiers a eu gain de cause. La justice a cédé.

Nous rappelons et témoignons de toute notre force que le crime odieux dont il a été victime notre fils est un crime raciste. Il ne doit pas rester impuni.

Nous appelons toute la communauté musulmane et ses amis à nous soutenir dans notre action.

Nous appelons tous ceux et celles pour qui le mot justice a un sens à être à nos côtés.

Houari Ben Mohamed, que Dieu ait son âme, ne doit pas mourir une deuxième fois.

Famille Ben MOHAMED



M. Ben Mohamed, père de Haouari

Réactions : La CGT-POLICE

Interrogé au téléphone, un responsable de la CGT police nous a fait la déclaration suivante : « Dans l'affaire du CRS qui a été acquitté, sur ce point, nous disons que notre fédération CGT a le respect de la justice de notre pays.

Nous tenons à ce qu'elle garde absolument son indépendance dans les décisions qu'elle prend. Nous considérons que certaines déclarations intempestives de certaines organisations professionnelles de police sont des contraintes intolérables pour les juges.

Nous nous interdisons de porter un jugement sur les sentences prononcées par les tribunaux ordinaires.

En ce qui concerne la libération du CRS, ces organisations qui sont si promptes à donner dans le laxisme de la justice, cette fois-ci, un policier étant en cause, elles se taisent.

Nous disons que c'est suspect.

En ce qui concerne les contrôles d'identité, notamment ce qui s'est passé à Marseille, c'est la preuve du dévoiement du droit que se permet le pouvoir.

On avait déjà eu l'exemple de la loi anti-casseur.

Le contrôle d'identité, c'est la preuve éclatante qu'on peut arriver à lui donner un contenu tout à fait raciste, avec l'utilisation de la police dans des actions de pure convenance, ou de pure opportunité politique.

Globalement votre

ZIMBABWE

L'état d'urgence, qui existe depuis quinze ans, a été prolongé de six mois par 56 voix contre 14 au parlement.

GHANA

La république sud-africaine (RSA), au secours du Ghana ? La Les rumeurs de dénationalisation éventuelle des mines gouvernementales font état d'une inclusion possible d'un partenaire dans le contexte d'un système de libre entreprise. Le gouvernement ghanéen, ne ferait aucune objection à un apport de capital de la RSA à ces fins, et envisagerait même une possibilité de stages des mineurs ghanéens en RSA. Cela dans la plus grande discrétion possible. Voilà qui confirmerait une idée répandue selon laquelle, les relations entre la RSA et d'autres états africains connaissent une nouvelle croissance. Vous comprenez pourquoi la conférence de Genève a été un échec ?

ZAMBIE

Le mouvement de grève lancé par le NNCCM (Nhangsa Consolidated copper mines) à la mine de cuivre de Konkala risquerait de s'étendre à toute la ceinture du cuivre. Motif : solidarité aux 17 dirigeants syndicaux expulsés du Parti Uni de l'Indépendance Nationale.

REPUBLIQUE
SUD AFRICAINE

LE CAP

les lycéens noirs du Cap ont cessé le boycott des cours commencés, il y a 8 mois. Mais ils exigent, pour la reprise des cours, d'une part la réinsertion des lycéens noirs dans leurs établissements, d'autre part, la prolongation du délai des inscriptions.

ROSSYLIN

Une banlieue de Prétoria, 400 travailleurs noirs, d'une société d'ingénierie (peuvent pas bosser dans les mines meurtrières comme tout le monde) ont été mis à pied (quelle délicatesse !) par leur boss. Motif : participation un peu trop active à une grève de 7 jours, afin d'obtenir une augmentation de salaire (ils en veulent toujours plus : vous leur donnez un doigt, ils vous bouffent le bras. En plus, comme ils ont des ancêtres cannibales, pensez-vous !)

DURBAN

121 employés noirs pour changer virés de la Montana Hypercallars parce-qu'ils avaient grévé pendant 24 heures, ce qui est, vous en conviendrez, excessif.

En RSA, pays un chouïa libéral, y a que les nègres qui foutent le bordel : ils ne sont jamais contents et toujours en grève. Peuvent pas faire comme les Boërs, qui se la coulent douce. Elémentaire, mon cher Docteur, tout ce qu'il y a à revendiquer est aux mains d'une minorité raciale qui veut toujours voir la majorité raciale à ses pieds. Mais dites-moi, si je ne m'abuse, cher Docteur, n'est-ce pas cela, l'Apartheid ?

Boukil'Hyene

NAMIBIE : Le « libéralisme » sud-africain

pays attachés à la « démocratie ».

L'Afrique du Sud, un véritable mur

Les derniers espoirs que la Conférence de Genève avaient suscités se sont évanouis devant les réticences de Prétoria au plan de l'ONU. Au cours d'une conférence de presse à Libreville, le secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo constatait le 23 janvier la faillite des efforts de l'organisation pour pousser la SWAPO à accepter des solutions de compromis faillite due au fait que l'oua « malheureusement, s'est heurtée à un véritable mur de la part de l'Afrique du Sud ». Ce qui explique la radicalisation de Sam Nujoma et son désir « d'intensifier la lutte armée contre l'Afrique du Sud ». Outre la déclaration du président zambien Kenneth Kaunda de garder dans son pays une base arrière sûre au service de la SWAPO, le comité de libération de l'OUA siège depuis lundi à Arusha (Tanzanie). Expriment sa « complète déception » ; l'OUA par la voix du secrétaire exécutif de son comité, M. hashim Mbita estime que les cinq pays du groupe de contact n'ont pas fait de pression suffisante sur l'Afrique du Sud. Le comité appelle donc « des pays et organisations amis » à accroître « leur soutien diplomatique, matériel et financier à la SWAPO », afin de l'aider à libérer son pays. Déclarations satisfaisantes dont on attend une application effective, l'annonce d'une coopération entre l'Afrique du sud et le ... Ghana sur le plan minier est un exemple de la duplicité de certains états africains quant à leur attitude publique

vis à vis du régime « satanique » (comme dirait Khomeiny) de Prétoria. En Namibie, la population se mobilise.

« La liberté est au bout du fusil »

Rien ne permet d'espérer une évolution favorable de Prétoria vis à vis des nationalistes namibiens. Le « libéralisme new-look » de Pik Botha s'accommode mal déjà d'une information hors de sa botte. La suspension de journaux comme le Post et le Sunday Post à forte audience noire, l'interdiction d'exercer de trois journalistes noirs confirme l'évolution observée depuis 1977 lorsque Vorster et son gouvernement interdirent le World et le Week end World, punis parce qu'ils accordaient une place au mouvement de « conscience noire » née lors des événements de Soweto. Prétoria récusé même l'idée des élections jugées louches puis qu'elles risquent de porter la SWAPO au pouvoir ! Dans ces conditions, Sam Nujoma, leader de la SWAPO déclarait à Lusaka que ses partisans étaient déterminés à conquérir l'indépendance sur le champ de bataille, avec la force de leurs armes. Il ajoutait que la SWAPO ne voulait pas désespérément un cessez-le-feu, expliquant le refus de l'Afrique du Sud comme « Pure arrogance et crainte d'une victoire de la SWAPO ». Cette radicalisation se perçoit à différents niveaux. A titre d'exemple, les étudiants namibiens venus accueillir Nujoma à l'aéroport de Lusaka portaient des pancartes exigeant des fusils AK 47, des Kalashnikov : « la liberté est au bout du fusil : nous ouvrirons le chemin de Windhoek ».

L'...Occident et l'Apartheid

La délégation américaine dirigée par Donald Mc Henry à Genève, considère que l'Afrique du Sud « n'a pas la volonté politique » de vouloir appliquer le plan de l'ONU. Maintenant que Carter est parti, Ronald Reagan dont on connaît la sympathie pour les bouchers casqués du Salvador, ne créera sans doute aucune surprise dans le conflit namibien. Le rôle militaire et idéologique de l'Afrique du Sud dans le dispositif de l'OTAN, les intérêts financiers de l'occident en Afrique australe, les liens entre Prétoria et Tel-Aviv suffisent pour prédire où iront les choix du Shériff de la Maison Blanche. Dans la douce France, terre des Droits de l'Homme, les médias cartonnent sur le danger lybien et la déstabilisation de cette chère Afrique tant aimée à laquelle « nous lient de vieilles traditions de solidarité ». Merci. En attendant, le ministre des Affaires Etrangères suédois (pays non membre des groupes de contact) n'a pas mâché ses mots quant aux responsabilités de l'occident dans cette affaire. La condamnation par l'URSS — à travers La Pravda — du rôle des « milieux impérialistes » en Namibie ne risque pas d'émouvoir qui que ce soit dans le « monde libre ». Les Africains que la France est si prompt à aider même militairement (Centrafrique) chercheraient en vain une prise de position officielle de Paris. Une conférence d'experts de l'ONU siège depuis le 8 sur ... la répression du « crime d'apartheid ». A quant l'arrivée des Lybiens à Windhoek ?

LEUK LE LIEVRE

Satanés dollars !

Les 52 otages, traités en super héros, sont libres. Reagan est arrivé avec les bons dollars. La montée en flèche de la monnaie américaine semble reconforter les milieux financiers, à moins que cela ne soit l'inverse.

Du coup les USA sont en train d'inonder le Salvador. de dollars et d'armes pour lutter contre la « subversion ». Un confrère français lui, s'est retrouvé en prison au Mexique avec beaucoup de « faux-dollars » refilés semble-t-il par une banque ayant pignon sur rue en France.

J'espère pour les Iraniens, qu'ils n'ont pas reçu, eux aussi de faux dollars en échange de la libération des otages.

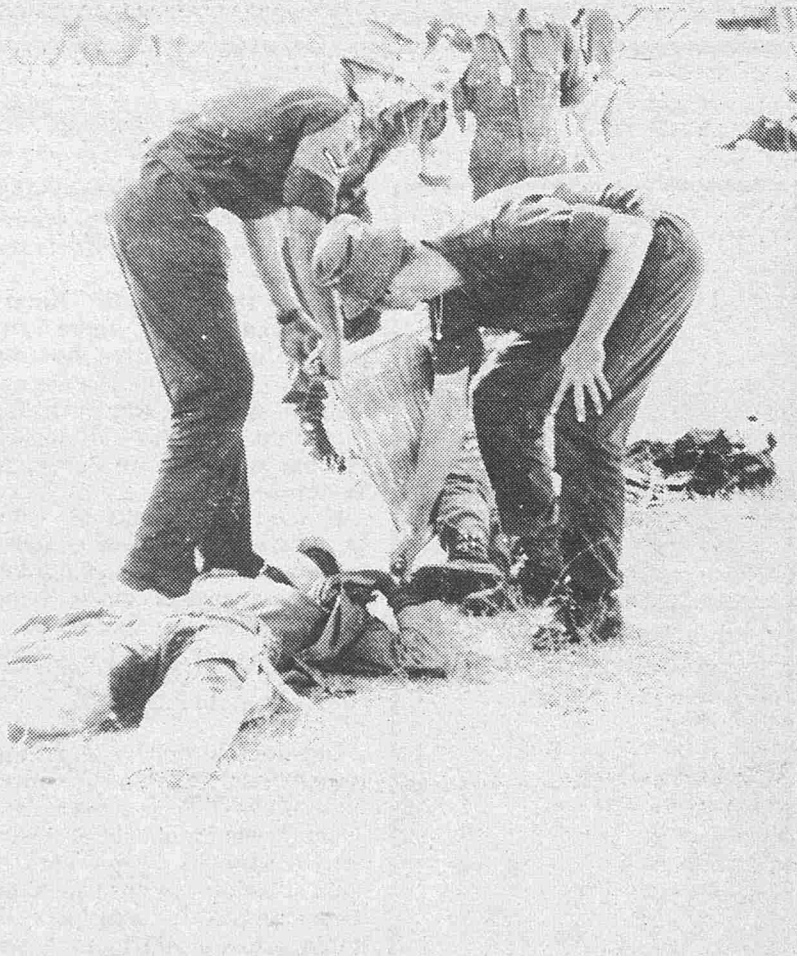
A Taef, il est aussi question de dollars. L'Arabie Saoudite en inonde la conférence islamique. Le but ultime : unir un monde musulman en proie à des divergences idéologiques et politiques. La guerre Irak-Iran et le problème de l'Afghanistan sont deux questions qui ne sem-

blent pas prêt d'être résolues, en tout cas pas dans cette enceinte. L'ombre de l'Iran absente à la conférence plane. C'est pour occuper un peu d'espace que l'Arabie Saoudite a convoqué cette réunion.

C'est aussi une manière de donner un avertissement à Reagan. En tout cas, c'est ainsi que c'était voulu. La conférence préparatoire avait axé toutes ses résolutions pour dénoncer la politique des Etats-Unis. Petit coup d'éclat à l'inauguration, la roi Khaled préfère concentrer ses attaques sur l'URSS.

Alors que certains pays auraient préféré une diplomatie plus discrète pour trouver une porte de sortie au régime de Kaboul et à l'URSS. Il ne faudrait plus parler de pays « progressistes » (soi-disant) et de pays modérés dans ce genre d'enceinte. Il faudrait plutôt parler de pays ayant ces satanés dollars et d'autre qui ne rêvent que d'en avoir.

M. A.



Prisonniers de guerre namibiens après un raid dans un camp de réfugiés en Angola par les troupes sud-africaines (mai 1978)

LA CLASSE POLITIQUE DIVISEE

Depuis la fin de l'année, rien ne va plus entre le président Mobutu et quelques parlementaires, membres du M.P.R. Au départ, une lettre datée du 28 novembre 1980 et signée **Ngalula Mpandanjila**, commissaire du peuple (député) du Kasai oriental, la région où des atrocités auraient été commises à Idiofa (1977) et à Katele (1978). Dans cette région, célèbre par des formes d'opposition sporadiques, cinq parlementaires avaient demandé l'enquête d'une commission internationale ! C'est inouï, quand on sait les risques qu'une telle prise de position représente. Non contents de cet « acte quasi héroïque », certains élus comme **Ngalula**, **Tshisekedi**, **Makanda**, ont eu une attitude critique lors des discussions qui ont précédé des modifications constitutionnelles renforçant le pouvoir du parti, et donc celui du leader Mobutu : « Je me vois dans l'obligation de protester officiellement et publiquement contre l'habitude que vous-même et votre bureau avez prise, depuis un certain temps, de violer cyniquement les droits ga-

rantis et de fouler aux pieds certaines libertés individuelles également garanties par la constitution. » Cette affaire ne doit pas se « lire » uniquement comme un épisode contingent ou significatif pour le seul Zaire, elle aurait pu se produire dans n'importe quel autre pays d'Afrique centrale où l'essentiel du pouvoir politique se trouve concentré dans les mains du chef du parti ou du chef de l'Etat. Un parti unique ou « unifié », tentaculaire, bureaucratique, où s'élaborent tous azimuts la stratégie du pouvoir ; traditionnellement, les luttes de factions à l'intérieur du parti ne sont pas connues du grand public. Elles n'ont donc aucune signification probante pour le citoyen, parce qu'elles expriment rarement les contradictions qui traversent le corps social. Dans le cas zaïrois, l'apparition de groupes auxquels des mises en garde ont été adressées, laissent supposer que le général Mobutu les perçoit comme un antécédent fâcheux pour le système.

Le M.P.R. promet la construction d'un monde toujours plus

juste dans le respect absolu de ...l'authenticité de chacun. **Ngalula** trouve que le citoyen président peut « s'enorgueillir d'être parvenu à contrôler les consciences, à s'assurer la soumission inconditionnelle des élus [...], que la postérité ne lui pardonnera pas d'avoir [...] exploité la condition sociale modeste des commissaires du peuple pour prostituer la représentation nationale que le peuple considère à juste raison comme son dernier "rempart" ».

Ce texte critique apparaît « subversif » dans la mesure où son contenu vise directement l'autorité suprême : un pouvoir contesté (cf les exécutions de Mulélé et d'autres après l'annonce de la réconciliation promise au lendemain de la prise du pouvoir) ; un pays où la corruption n'épargne aucun milieu dans la sphère sociale, où une bourgeoisie affairiste, clientèle du régime, s'accapare l'essentiel du produit national. Afin de contenir l'inflation et le gaspillage, le F.M.I. a dû assortir ses prêts par des garanties draconiennes. Comment comprendre alors la faiblesse des

échos (en Occident) des graves accusations portées contre Mobutu : « terrorisme politique et tortures morales à l'endroit d'un certain nombre des commissaires du peuple » ; « menaces déguisées et pressions qui vident la fonction parlementaire de sa noblesse et font perdre au Conseil législatif la crédibilité auprès des électeurs ». Deux hypothèses se complètent pour éclairer cette impunité : d'abord la place du Zaire dans le conflit idéologique est-ouest qui en fait un allié de l'occident et de la Chine contre l'U.R.S.S., ensuite, la complicité active dans le partage des richesses minières présent lourdement à côté des plaintes des élus zaïrois. La constitution taillée sur mesure pour un chef politique qui ne s'embarrasse pas de questions morales place cette forme de contestation hors de l'actualité en Occident : sauf pour les commissions internationales type « droits de l'homme », compensation dérisoire pour ces donquichottes africains.

M.A

Passons donc nous voir ZIMBABWE

M. Obeidi, secrétaire libyen au Bureau des liaisons extérieures, en visite à Salisbury, dans le cadre de la campagne libyenne de redoraison de blason où il aura douze pays à visiter. Question :

ira-t-il à Lagos et à Bamako, où les membres des bureaux populaires libyens se sont fait proprement jeter ?

CAMEROUN

M. Shagari, président du Nigeria a été reçu à Garoua, par M. Ahidjo, président du Cameroun. Ils se sont fendus d'un communiqué commun, d'où il ressort qu'il ne saurait être toléré aucune ingérence africaine ou extra-africaine au Tchad : à bon entendeur, salut. En référence à l'échec de la conférence de Genève, ils ont réaffirmé leur soutien à la SWAPO.

TUNISIE

Après Alger, Tunis : M. Triki secrétaire libyen aux affaires étrangères, en visite à Tunis, à la suite de l'invitation qui lui a été faite par M. Belkaja, ministre des affaires étrangères. Coïncidence, ce dernier sera à Taef, Arabie Saoudite, au moment de la venue de M. Triki.

M. Weddeye en visite à Tripoli pour causer de choses et d'autres avec le No 2 libyen, M. Jalloud. Ensuite, il se rendra à Taef pour assister au 3e sommet islamique. Parallèlement aux accusations qu'il porte contre la France, soupçonnée de vouloir opérer un come back de M. Habré (certainement pour services rendus cf Mme Claustre et sa claustrophobie). M. Kamouké se prononce pour le divorce du Tchad avec la Lybie.

MALI

Le premier ministre Mauritanien, M. Sidi Bneijara en visite à Bamako, prendra le même jet que M. Moussa Traoré, président du Mali pour se rendre à Taef.

M. Traoré sera reçu à l'Elysée le 30 janvier : aucun lien de parenté avec l'Autre qui devait se faire virer de France à l'époque. Quand même !

LIBERIA

M. Ishaya Audu, ministre libérien des affaires étrangères, est attendu à Paris.

ETHIOPIE

La Libye a fait don de 50 000\$ à l'Ethiopie pour aider à financer la campagne d'alphabetisation lancée par le gouvernement. Aux nobles causes, de nobles mécènes.

GUINEE BISSAU

M. Pedro Pires, premier ministre de son état, pense que l'ancien président Luis Cabral, risque de ne pas être jugé en vertu de certaines garanties existantes !!!

Le président de la Guinée Bissau, M. Vieira, annonce la libération imminente de nombreux prisonniers politiques.

Manifestation à Madagascar

Plusieurs manifestations hostiles au gouvernement malgache se sont déroulées à Antananarivo à la mi-janvier.

La dernière connue a eu lieu le 16 janvier à proximité du palais d'Ambohitsirohitra au moment de la cérémonie de présentation des vœux des corps constitués, du gouvernement et du corps diplomatique.

En raison du malaise politique et social enregistré dans la capitale malgache, depuis deux mois, les observateurs attendaient le discours du Président Didier Ratsiraka, prévu à l'occasion de la cérémonie des vœux. Mais au moment où le chef de l'Etat prit la parole, plusieurs milliers de manifestants tentaient une nouvelle marche sur le palais présidentiel. Les manifestants, des jeunes chômeurs de la capitale, se heurtaient à un imposant service d'ordre. Selon les agences de presse, « la manifestation n'a pas troublé le déroulement de la cérémonie » et tous les participants ont pu entendre le discours de Ratsiraka.

Pour la première fois, le chef de l'Etat a évoqué la « détention » du dirigeant du Monima, M. Monja Jaona. Selon lui, le chef de file de l'opposition, « cet ami de longue date » a fait « déborder la coupe » en voulant tenir un meeting politique à Antananarivo en novembre dernier et tenter, ainsi, de faire lever la mesure d'interdiction qui frappe le Monima depuis juin 1977.

Le président Ratsiraka a précisé que le leader de l'opposition n'était pas emprisonné, mais « installé sous surveillance dans une résidence d'Etat où sa famille peut lui rendre visite ». Il a demandé au vieux leader nationaliste, âgé de 73 ans, de « rejoindre la légalité en réintégrant le Front National de défense de la révolution (FNDR) ou de prendre sa retraite politique ».

le prés' lent malgache a ajouté « qu'il lui était également apparu nécessaire d'assurer la protection de Monja Jaona, en raison des menaces dont il serait l'objet ».

Sans papiers expulsés du Venezuela

Des milliers de Colombiens « sans papiers », entrés clandestinement au Venezuela au cours des dernières années pour y trouver un emploi, seront prochainement refoulés dans leur pays parce qu'ils n'ont pas fait régulariser leur situation dans les délais prévus par les autorités vénézuéliennes.

L'an dernier, le gouvernement de Caracas décidait de mettre un terme à sa politique de laissez-faire en matière d'immigration. A son tour, le Venezuela se lançait dans la grande campagne mondiale du contrôle de l'immigration. Avant de fermer

ses frontières, le gouvernement a accordé à tous les « sans-papiers », un délai de 4 mois

pour s'inscrire sur les listes de recensement avant le 23 décembre 1980.

345 185 personnes ont suivi les consignes des services d'immigration et ont obtenu des documents officiels régularisant leur présence au Venezuela. 93 % des régularisés sont des Colombiens.

On estime à Bogota que vingt à trente mille personnes ne se sont pas faites inscrire sur les listes de régularisation. Elles sont aujourd'hui menacées d'expulsion. le gouvernement vénézuélien a fait savoir aux autorités colombiennes qu'il ne sera pas tendre avec les illégaux restés sur son territoire. Bogota a toutefois obtenu de Caracas que « ces expulsions massives » soient échelonnées sur plusieurs semaines.



Photo Trivolt

Les Hmongs en Guyane : Les mobiles d'un transfert

Sans Frontière ouvre, cette semaine, le dossier de l'implantation Hmong en Guyane. Comment ce peuple de guerriers montagnards a-t-il abandonné les plantations de pavot du célèbre Triangle d'Or pour s'adonner à la riziculture au lieu dit de Cacao, en Guyane ? Tout a commencé en 1977 par des actions humanitaires pour sortir des camps thaïlandais les deux à trois cent mille Hmongs réfugiés. Michel Alimeck a rencontré le promoteur de la première implantation Hmong en Guyane, M. Dupont-Gonin. Ce fonctionnaire du ministère du Travail fait valoir la menace de génocide de cette ethnie pour justifier son action. Et met en avant un argument controversé par les Guyanais, celui du sous-peuplement de cette contrée amérindienne.

Il ya 1000 Hmongs en Guyane, aujourd'hui. D'autres sont annoncés par le secrétaire d'Etat au DOM-TOM, M. Dijoud et le préfet M. Carli. Le soutien accordé par les élus guyanais, à l'action humanitaire de M. Dupont-Gonin n'existe plus. Ils s'étaient prononcés en faveur d'une action ponctuelle unique. L'association des maires de Guyane, son président, le Dr André Lecante, s'opposent aux nouveaux projets.

Les sénateurs socialistes, au cours d'une conférence de presse le mois dernier, à Paris ont dénoncé « les manœuvres politiciennes du pouvoir actuel ». Selon eux « 15000 Hmongs devraient être acheminés vers la Guyane ». Une association, présidée par M. J.J. Beucier, « visite les camps de réfugiés en vue de réaliser cette opération ». « La nationalité française leur est accordée d'emblée, le vote Hmong déséquilibrera-t-il le jeu politique de la Guyane ? »

Le préfet Carli, dans sa lettre du 13/12/80, aux maires de Guyane, invoque l'argument de la sécurité pour faire accroître la communauté : « Cette augmentation de population constituerait une mesure de sécurité indispensable à la stabilisation des Hmongs en Guyane, dans la mesure où cela diminuerait leur sentiment d'isolement dans le département et permettrait de favoriser les mariages entre jeunes appartenant à des clans différents. Il s'agirait de créer un ou deux villages de cinq cents personnes... »

Enfin, un rapport de l'organisme consultatif du « conseil National des Eglises » (américaines) en date du 3 mai 1980, adressé au « Conseil Mondial des Eglises » à Genève et à « l'Association des Droits de l'Homme de Guyana », met en cause un véritable consortium de religieux américains et d'agents de la CIA, chargés de regrouper les Hmongs afin de déstabiliser la région caraïbienne.

Michel Alimeck : Êtes-vous satisfait, pleinement, de votre démarche pour faire venir les Hmongs de Thaïlande en Guyane ?

P. Dupont-Gonin : Je suis inspecteur des douanes de formation. J'ai passé dix ans de ma vie en Indochine, de 1954 à 1960, puis de 1971 à 1973. Puis j'ai travaillé dix autres années, de 1960 à 1970, comme inspecteur des douanes dans la région du Maroni en Guyane, à proximité du Surinam.

J'ai rencontré au Laos l'ethnie des Hmongs (ou Méos) : un peuple de montagnards chassés de la grande Chine vers 1800 et établis depuis deux siècles dans la péninsule indochinoise.

Le phénomène d'exode massif dont ils sont actuellement victimes est la conséquence de la rupture brutale d'un équilibre précaire : des mouvements de population, des occupations militaires, l'élimination des structures autochtones, voire la dépossession des meilleures terres.

A la fin de 1975, ce sont 40 000 réfugiés de cette ethnie qui vivaient dans des conditions de plus en plus insupportables dans des camps thaïlandais. Les « Hmongs » se rendirent compte en 1976 qu'ils ne seraient jamais assimilés par le pays thaï, les propositions d'allocation de terres pour leur implantation étant extrêmement

insuffisantes. Ils préférèrent tout faire pour essayer de trouver un échappatoire ailleurs.

Les hmongs sont une ethnie d'hommes travailleurs, industriels, habiles (excellents forgerons : n'importe quel chasseur Hmong est capable de fabriquer un fusil avec un bout de barre de mine et des ressorts usagés de voiture).

L'aspect humanitaire de cette affaire : il s'agissait de sauver du génocide toute une ethnie.

Contre la politique ?

Michel : Les Hmongs génaient-ils par leur expérience politique ?

P. Dupont-Gonin : Oh non ! Il ne faut pas parler de leur expérience politique ! Je pense qu'ils sont vaccinés contre la politique.... Oui bien sûr, ils se sont battus, pour la moitié d'entre eux auprès des Français en 1945, contre les Vietnamiens ; l'autre moitié contre eux.

D'autre part évidemment, ce sont des gens qui demeurent à travers les années absolument décidés à continuer leur vie de peuple indépendant, ils possèdent une identité culturelle et

une organisation traditionnelle en clans, qu'ils ne pensent pas du tout abandonner...

Michel : Vous permettez ? Cela, c'est précisément une situation politique subversive, au milieu d'Etats qui, pour rassembler toutes leurs forces, tendent à niveler les différents peuples afin d'obtenir une nation, avec un objectif. Mais pourquoi avez-vous pensé à la Guyane ?

M. Dupont-G. : Oui, dans ce geste d'organiser une implantation des Hmongs en Guyane, il y a deux actions :

L'une, tout à l'honneur des responsables guyanais qui ont accepté et encouragé l'opération Hmong, concerne le geste humanitaire incontestable à l'égard d'une fraction de ces centaines de milliers de migrants en détresse et désemparés au lendemain des événements d'Indochine.

L'autre action met en lumière la disponibilité inattendue d'une population aux qualités intrinsèques et originales, constituée d'adultes prêts à devenir opérationnels en acceptant une certaine mobilité et douée d'une rare adaptabilité aux situations les plus variées.

A cet égard, la chance inattendue que constitue en Guyane cette population Hmong pour réussir une intégration de ses éléments dans des secteurs économiques déterminants pour le développement du pays, c'est bien sûr le développement du secteur primaire quasi inexistant qui aura pour corollaire la création, au profit des Guyanais, de nombreuses tâches connexes, mais aussi l'accès aux activités agro-industrielles pouvant s'harmoniser avec les orientations du plan de développement de la Guyane, mis en place par le gouvernement !

Michel : Quelles sont donc les organisations qui s'occupent de ce transfert des Hmongs ? Car l'emplacement de leur village, rien que pour le défricher, a coûté globalement 2 250 000 francs !

P. Dupont-G. : C'est la C.I.M.E. qui choisit les Hmongs en Thaïlande, leur fait passer une visite médicale, planifie les départs en fonction de la capacité des avions d'Air France par semaine, leur fait signer une reconnaissance de dette concernant le voyage (promissory note) qui est un engagement, symbolique, de remboursement des frais de transport vers l'Europe. La Croix-Rouge française accueille les réfugiés à Roissy. Ils sont dirigés par France Terre d'Asile dans des centres de transit où ils subissent un contrôle sanitaire. Des centres de transit, ils vont ensuite dans des centres provisoires d'hébergement.

Dans la formation des réfugiés, l'alphabetisation est faite

grâce à la CIMADE, la Croix Rouge Française, France Terre d'Asile, le Secours Catholique, la S.S.A.E..



Objectivité en Guyane

Michel : Est-ce vous qui vous-même avez négocié le site où se construirait le village Hmong ?

P. Dupont-G. : Oui ! J'avais proposé comme sites possibles : La Forestière, près d'Apatou, Paul Isnard, Cambrouse ou Dorlin, Saül, bien que très isolé des villes, et Village Guillaume... C'est le Dr Ho-a-Chuk, maire de Roura, qui a finalement décidé de leur implantation sur sa commune, loin du village de Roura (sur la rivière), sur le site de Cacao.

Michel : Etant donné que les Hmongs sont séparés des Guyanais, pensez-vous qu'ils ont conservé une organisation traditionnelle ? Aujourd'hui à Cacao, les Hmongs travaillent, chaque famille possède 1853 mètres carrés cultivés en riz, et 1670 mètres carrés de terres plus sèches par personne adulte, qui leur permet de se nourrir et même de fournir un peu le marché de Cayenne en légumes et en fruits. Toutefois, en se basant sur les données globales à l'échelle du village, on peut estimer que chaque famille (des familles de dix enfants) dispose d'environ 2050 à 2300 francs par mois.

P. Dupont-G. : Premièrement, ce sont seulement deux clans Hmong (descendance d'une famille) qui ont été amenés à Cacao (les Ly et les Vang). Chaque clan a une organisation tribale : religieuse (ils sont animistes), et solidaire autour d'un chef.

Deuxièmement, les Hmongs ont tendance à être endogames étant donné leur isolement du reste de la population guyanaise (on organise des visites touristiques depuis Cayenne pour voir les Hmongs, où les Guyanais payent très cher pour mal déjeuner à l'intérieur du village Hmong de Cacao et voir rarement passer un Hmong, car ils restent chez eux puisque c'est dimanche !). Les mariages consanguins ont les inconvénients que l'on sait.

Michel :

Votre rôle dans l'introduction des Hmongs en Guyane semble être motivé dans une sorte de rêve que vous faites d'une Guyane peuplée d'une multitude de communautés ethniques, vivant en bonne intelligence en respectant chacune le mode d'organisation tribal de ses voisins indépendants.

P. Dupont-Gonin : Il serait souhaitable que les problèmes de l'immigration soient abordés avec objectivité en Guyane... Il serait souhaitable sans doute d'y accueillir davantage de Réunionnais, d'Antillais, d'Haïtiens, et même de « Métros »... Mais pas de Brésiliens ni de Colombiens ou Vénézuéliens, qui repartent dès qu'ils ont de l'argent ! Que tous ces gens se guyanisent, fassent partie de la Guyane, au même titre que les Saramaccas ou Chinois, cela dans le cadre... d'un Département, au statut élargi...

De nombreux obstacles paralysent actuellement le développement du département français sud-américain. Le pays est démographiquement sous-peuplé : la côte seule est peuplée et Cayenne compte près de 30 000 habitants, soit 60% de la population du département. Les infrastructures manquent énormément. La faiblesse du secteur traditionnel (agriculture, élevage et pêche) et l'étendue négligeable du secteur secondaire (carrières, mines, exploitations forestières), contraste avec un secteur tertiaire (administrations...) pléthorique et cher et déséquilibrant. Les exportations couvrent à peine 10% des importations. Les finances publiques sont inadaptées, les investissements paralysés : on se trouve en face d'une économie artificielle qui piétine, freinée de surcroît par une fiscalité complexe et inefficace !!!

Michel : Merci, merci, M. Dupont-Gonin. Bien que les Hmongs soient vaccinés contre la politique, tant d'entre eux refusent la colonisation pure et l'esclavage que leur propose la coopérative agricole Anne-Marie Javouhey, que cette structure reste encore à Cacao à l'état de pure étude.

Michel Alimeck

Pourquoi défendre le GLA ?

Suite à l'article que nous avons publié dans le numéro 4, nous avons reçu une lettre d'un lecteur. Dans sa première partie, il reprend l'article en question en y apportant de nouvelles illustrations. Pour des raisons matérielles, nous ne pouvons la publier. En revanche, notre lecteur développe une argumentation intéressante en ce qui concerne la position à avoir face au GLA (Groupe de Libération Armée) et sa pratique. Nous reprenons les passages essentiels de cette argumentation, car nous croyons qu'il est bon qu'un débat ait lieu sur une aussi importante question au sujet des moyens de lutte à adopter face au maintien de la présence française aux Antilles.

A propos d'un article s'intitulant : Guadeloupe, le G.L.A., le F.L.N. des Antilles ? paru au journal « Sans Frontière » signé Guy Flan-drina, j'ai tenu, après lecture de cet article, à porter de l'eau à son moulin. Avant de pouvoir analyser, commenter un certain nombre de points importants que soulève l'auteur, je voudrais témoigner du même coup de l'enthousiasme qu'a suscité en moi cet article. Son style clair, limpide et la simplicité du langage lui donnent une transparence qui rend bien l'acuité du sujet abordé.

Tout d'abord, pour bien nous faire saisir le sens des événements du moment, G.F. donne un vif aperçu de la situation sociale et économique de la Guadeloupe dans un style humoristique pointé d'ironie.

Signalons que la Martinique dans le même secteur produisait en 1967 près de 97000 tonnes de sucre. Quatorze ans après, elle ne produit que 15 000 tonnes et sur deux usines restantes, l'une est prête à fermer ses portes. Conséquence directe : la Martinique importe du sucre de betteraves, aujourd'hui, quand on sait que nos pays ont eu pour tradition la culture de la canne.

Cointreau, de son côté, est en train de contrôler la totalité de l'industrie du rhum.

Il est clair à nos yeux que l'avenir économique des Antilles ne réside pas dans le développement exclusif de cette production. Mais elle schématise une situation d'ensemble où le pouvoir colonial affirme sa volonté de renforcer la dépendance économique des Antilles. Ainsi, nous consommons des produits « au goût venu d'ailleurs », comme le dit G.F.

Phénomène inadmissible pour tous ceux qui, ne voulant pas être des « assistés », luttent pour une diversification des cultures vivrières.

Parallèlement, insidieusement, subtilement, une vaste propagande est entreprise auprès des Français, les incitant à aller aux Antilles. Comme il est décrit auparavant, pour eux tous les problèmes s'évanouissent : logements assurés, pas étonnant de voir que certains une fois arrivés se découvrent des dons de petits commerçants.

C'est dans ce contexte particulier que le G.L.A. fait son ap-

parition comme l'explique G.F., sur le sol guadeloupéen.

C'est autour de cet argument que la « polémique » va s'engager et G.F. va construire son article. S'efforçant de faire apparaître le caractère erroné de cette thèse.

Je lis entre autres que des officiels déclarent (toujours sans rire) que de tels agissements ne relèvent que d'individus isolés. Car par le biais électoral, les Guadeloupéens peuvent s'exprimer librement.

Justement, parlons-en.

Il est vrai que de nombreux Guadeloupéens non-politisés, compte-tenu de surcroît du matriquage idéologique exercé par les instruments du pouvoir, votent à droite, bien qu'ayant le cœur à gauche, qu'ils ne s'abstiennent pas fortement.

Mais on sait que les élections dans ce pays comme en Martinique sont profondément et très souvent truquées. Je ne peux affirmer que la pratique qui consiste à faire voter les morts existe toujours, mais il y a une pratique qui consiste à faire voter les immigrés guadeloupéens et martiniquais, frauduleusement et à leur insu dans leurs pays respectifs. La façon dont se déroule les campagnes électorales sont si « carnavalesques », qu'on pourrait écrire tout un roman.

Ceci tend à démontrer que même lorsqu'on use de sa propre « légalité », le pouvoir colonial n'hésite pas à tricher. Avis à ceux qui veulent jouer sur son propre terrain.

Dans un second chapitre, intitulé « le gouvernement a-t-il intérêt à isoler le G.L.A. ? », G.F. fait état de diverses déclarations du Préfet et de Dijoud que je ne prendrai pas la peine de citer, ni de commenter. J'ajouterai simplement ceci : c'est qu'elles font apparaître grosso modo la volonté des autorités de voiler, mais non sans difficulté, au monde, la situation d'un pays qu'elle a toujours prétendu en bonne santé, mais que le G.L.A., par ses actions, dit combien il est malade, pour ne pas dire agonisant.

La seconde démarche de G.F. sera de tracer un parallèle entre les événements actuels de la Guadeloupe et ce qui fut il y a 25 ans en Algérie.

De nos jours, c'est Dijoud durant ses tournées en Guadeloupe, qui tient des discours de nature assez identique bien

qu'au travers de ceux-ci, il tiennent des propos qui le trahissent. Car en parlant de mesures de rétorsion, il s'oblige à reconnaître que quelque chose « bouillonne » dans ce pays.

D'un autre côté, la ligne suivie jusqu'ici par le G.L.A. converge selon lui avec celle de C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action). Qui avançait la thèse selon laquelle un groupuscule bien armé, bien organisé, et décidé dans une première phase, suffisait pour déclencher la lutte. Néanmoins, après s'être attribué ce rôle de détonateur, la lutte par l'intermédiaire des forces nationales (déjà implantées) s'étend chez les masses.

Le G.L.A., dans un communiqué, expliquait que son action va de connivence avec celle qu'entreprennent d'autres patriotes sur le terrain syndical et politique. Il n'empêche qu'on assiste à un isolement du G.L.A. Celui-ci étant désavoué par la majorité des groupes anti-colonialistes.

Plus ou moins isolé, vu l'attitude de ces « patriotes » développant la thèse selon laquelle ses actions sont des provocations policières, le G.L.A. fait état de ses sentiments dans des termes qui se traduisent comme suit :

Des organisations indépendantistes s'attribuent le droit de libérer la Guadeloupe comme étant leur monopole. Pour ceux-là, quiconque en dehors de leurs rangs prétendra agir en

ce sens apparaîtra comme un « manipulé ».

Le G.L.A. touche à mon sens un point épineux et d'une certaine gravité que je mets sur le compte d'un dogmatisme et sectarisme qui est l'un des traits principaux de certains groupes intellectuels en particulier.

On ne soulignera jamais suffisamment les dangers qui en découlent. Surtout pour des pays marqués par le règne colonial. Ces groupes prisonniers de leurs « principes » militent davantage pour la désunion que pour l'union. Est-ce vraiment « l'étape » ?

Aux yeux de ces groupes pour que votre politique, votre action soient viables, crédibles, il ne faut en aucun cas qu'elle s'exerce en-dehors de la sienne. Autrement, vous êtes louches. Il n'y aura rien de plus révisionniste, anti-révolutionnaire que vous : la ligne juste, c'est eux qui la détiennent. Je frémis à l'idée qu'un seul instant, des gens aussi intolérants viennent à détenir un quelconque pouvoir.

Je ne suis pas un inconditionnel du terrorisme étant parfaitement conscient de ses limites. Si l'on s'y complait, l'acte terroriste devient non seulement une banalité aux yeux de l'opinion publique, perdant de ce fait le caractère révolutionnaire qu'on a voulu lui attribuer, mais le pire, aussi, c'est qu'on peut tomber dans une militarisation et là aussi, le caractère révolutionnaire du départ prendra un contre-sens. Jusqu'à maintenant, le G.L.A. semble l'avoir compris. Compte tenu donc de la volonté affichée jusqu'ici par ce groupe, je ne pencherai en aucun cas pour la thèse développée par certains (G.L.A. : provocation policière). Je dirai même que c'est leur attitude qui me conduit à défendre en grande partie le G.L.A., plus que je ne l'aurais fait dans d'autres circonstances.

Beaucoup d'entre nous « in-

tellectuel ou sensés l'être », sont révolutionnaires, en restant dans un éternel « bla-bla ». Ils ont montré ainsi qu'ils sont « politisés-conscients » de ce fait. Ils se façonnent une personnalité, se donnent un genre, une allure. Quant à leur capacité de « dépassement » de ceci, c'est autre chose.

Ces organisations qui se solidarisent avec le G.L.A. ont maintes fois fait état de la situation dramatique de nos pays. Comment alors manifester autant d'hostilité vis-à-vis de gens qui, par leurs agissements, expriment ce malaise ?

Depuis notre plus tendre enfance, par le biais de l'école pilier de notre aliénation, nous recevons une éducation complètement coupée de notre milieu, nous rendant étrangers à lui et à nous-mêmes. Au sein de notre archipel, nous n'avons pratiquement pas de relations ou très peu avec nos voisins. Divisés au-dedans, isolés, nous le sommes du dehors.

Exemple : une lettre de la Dominique située à 30 kilomètres du nord de la Martinique prend au moins quinze jours.

Le pétrole importé du Venezuela à la Martinique (pays voisins) va transiter d'abord en France avant d'être acheminé dans ce pays. N'est-ce pas aberrant des exemples comme celui-ci ?

Notre génération et celle qui lui succède, bien plus que celle de nos parents, doit se faire à l'idée de s'exiler. Est-ce normal ?

Face à cet état de fait, je comprends les patriotes guadeloupéens ou martiniquais agissant ainsi.

Atteints dans notre dignité, de façon tous azimuts. Ils sonnent le « G.L.A. », à nous de répondre.

L'indépendance, ce droit légitime, ne se négocie pas, il s'arrache.

J.B

BREVES BREVES BREVES BREVES

GUYANE

C'est une tradition chez les ministres des DOM-TOM. Ils aiment les grands plans, les conférences dont il ne sort rien, les banquets où les flatteries vont bon train. Mais les traditions se perdent. La quatrième conférence Antilles-Guyane n'a pas connu le succès escompté. Les billets gratuits, les logements de luxe pendant la conférence, rien n'y a fait. Déjà, l'ensemble de l'opposition des trois pays a refusé d'aller parler pour ne rien dire. Normal, vous dira Mr Dijoud, « ces gens sont des antifrançais ». Mais même les « français » caciques et roitelets de la majorité départementaliste, ont boudé la conférence. A part quelques élus guyanais bien en cours, deux pelés et trois tondus, personne ! A part ça, Mr Dijoud a déclaré que la conférence a été un succès. Défense de rire.

TAHITI

A 10 000 km de leur pays, 7 tahitiens ont été condamnés à de lourdes peines (de 4 à 15 ans) de prison par la cours d'Assises du Tribunal de Versailles. Un premier procès sur cette affaire

d'assassinat d'un Français avait été cassé pour « vice de procédure ». Si le procès a été renouvelé, l'instruction est demeurée la même. Et curieuse instruction qui a vu un des accusés (comme par hasard le seul acquitté) gardé une nuit entière après le meurtre en présence de policiers de magistrats et de Mr Sandford (leader indépendantiste modéré) et « dénoncé » un leader indépendantiste radical. la défense (Me Leclerc) a essayé de montrer les conditions scandaleuses dans lesquelles se sont déroulées l'enquête et retracé le climat dans un TOM français. Tâche difficile. Les jurés français n'ont jugé que ce que l'instruction a bien voulu leur communiquer : « un meurtre commis par des indigènes plus ou moins fanatiques ». Quant à la face cachée, un peuple qui subit un étouffement culturel, économique et politique, en dépit des efforts de la défense, elle n'a pas retenu l'attention des jurés.

MARTINIQUE

Un fasciste arrêté

Un dirigeant de la Fane (néo-nazi) a été arrêté en Martinique. Arrivé le 31 décembre,

Mr Faci était en fuite à la suite de l'enquête sur l'affaire Copernic. Curieux personnage que cet individu qui n'a cessé depuis de nombreuses années de bénéficier de facilités et d'appuis lui permettant de se tirer sans dommages de ses louches affaires. Mais sau-delà de cela, il faut bien se poser la question de savoir pourquoi la Martinique comme refuge et qu'en attendait cet admirateur d'Hitler. Dans les milieux anticolonialistes martiniquais, on fait remarquer que Faci est arrivé la veille de l'attentat commis au Palais de justice de Fort-de-France et on rappelle que certains milieux « départementalistes » n'ont jamais caché leur intention d'employer les méthodes « OAS » en cas de développement du mouvement de libération nationale de ce pays.

Canular ou nouveau groupe ?

Dans une lettre adressée au procureur de la République en Martinique, un groupe intitulé « Noyau Armé Proletarien d'Action pour la Libération de la Martinique » (NAPALM), a revendiqué l'incendie du Palais de Justice.

PROPAGANDE : ?

Un voyage à travers
un bantoustan à Paris

L'ICEI, vous connaissez... Information, culture, et immigration, qui a pour mission d'intervenir sur le domaine de l'information et de sensibilisation de la population française et des institutions spécialisées en ce qui concerne les problèmes de l'immigration. A ce titre, elle vient de produire pour le compte de la commission nationale pour le logement des immigrés (CNLI), un court métrage vidéo de 32 Minutes du réalisateur malien Mamadou Koné « **Un village africain à Paris** », qui est un documentaire sur la vie de travailleurs immigrés célicataires originaires d'Afrique noire dans un Foyer dans la région parisienne. On y décrit les structures sociales et économiques traditionnelles d'un village africain reconstitué dans un foyer en région parisienne. Sur 6 heures de bobines de films, 32 Minutes seulement ont été choisies pour des « *raisons techniques* » par les commanditaires pour mettre en relief la persistance et le rôle de structures traditionnelles en milieu d'Islam Noir dans l'immigration. Ce film nous amène à poser deux questions : à qui est-il destiné et quelle sera son utilisation ? Sans doute pas aux travailleurs vivant dans les foyers, ni pour l'Afrique car ce film est un hymne à l'immigration et encore moins aux restes de l'immigration ou aux français qui auraient aimé voir dans ce film comment à partir de ces structures, sont résolus les problèmes quotidiens soit entre immigrés, soit entre leurs rapports avec leur quotidien social ou politique (cf « **L'affaire de Vitry ou de Saint-Maur** » qui montre effectivement qu'il existe réellement une organisation traditionnelle qui gère

la vie de ses membres et en même temps, c'est elle qui donne les réponses collectives soit aux médias ou à n'importe quelle institution). Les cultures noires conservées sous leur aspect traditionnel et islamique étaient la forme la plus dynamique pour résoudre les conflits sociaux ou politiques compte tenu de leurs rapports traditionnels avec toute forme d'autorité, compte tenu de la précarité de leurs conditions de travail et de logement, que peut-on attendre de ces organisations, qui, si elles sont africaines n'apparaissent pas moins comme des structures de négociation qui conviennent à la fois au pouvoir actuel et au climat social qui prévaut aujourd'hui en France, ce que le film nous montre très bien ;

par contre, aucune répercussion de la lutte des foyers Sonacotra n'apparaît dans les 32 Minutes retenues, alors qu'on a vu lors de cette longue lutte, la résistance des autorités françaises à ne pas traiter ou à ne pas négocier avec des organisations élues par des résidents eux-mêmes, ou même plus à retirer les attributs à un juge français (Bidalou) qui a voulu remplacer l'Etat de droit sous la force des faits. Ce découpage de 32 Minutes démontre qu'on veut bien mettre en relief le spectacle toujours renouvelé de l'Afrique traditionnelle peut-être figé ?), que l'immigration organise de façon radicale. L'ICEI, en produisant ce film, montre qu'elle n'a pas de mépris pour les valeurs traditionnelles culturelles africaines ; bien au contraire ; ils veulent bien les faire connaître, les mettre en spectacle pour des raisons de propagande : « *voyez comment on vous aime, nous sommes prêts*

à sauvegarder vos cultures dans ce qu'elles ont de plus traditionnel, chaque fois qu'elles peuvent nous paraître plus souples et plus manipulables que des organisations issues de graves conflits contre l'autorité même indirecte de l'Etat. Voilà l'arrière pensée des responsables officiels de l'immigration.

Ce film « **Village africain à Paris** », se situe dans la tendance culturaliste, universaliste, qui montre que Stoléru est prêt à mettre en branle des initiatives qui décrivent l'immigration la plus modérée traditionnellement, ne demandant que « *son pain et sa chambre* », la politique du secrétariat d'Etat à l'immigration est plus enclin à soutenir ce type d'action que de faire connaître les réalités concrètes des immigrés ou de produire un film sur la lutte des foyers Sonacotra. (Ça va pas la tête, l'argent des « *bicots* » des « *thos* » et des « *nègres* » pour de tels projets) ...

Il serait étonnant que Stoléru ou le FAS, produisent des initiatives allant contre leurs « *idéaux* » en matière de politique de l'immigration. Pour mieux contrôler ses organes d'information, l'émission « *Mosaique* », a été reprise en main par un de ses conseillers techniques, licenciant six personnes ne gardant auprès de lui que des gens dociles (il faut bien vivre par ces temps de crise et de chômage ...).

Remercions l'ICEI de nous avoir fait connaître le délire de l'authenticité africaine et des valeurs française (tolérance, humanisme, dialogue, ratonnades, etc ...), et au prochain film !

Mohamed Nemmiche

Jazz antillais à Paris ?

Du jazz antillais, je connaissais l'antillais Alain Marie, un pianiste qui a beaucoup de talent, mais j'aurai l'occasion de revenir sur ce musicien. Du jazz antillais à Paris, c'est quelque chose d'étonnant parce que à Paris, il ne fait pas bon d'être noir francophone et musicien de jazz... Un noir francophone ne peut en effet jouer que de la « bamboula » ou une autre biguine, autant de musiques et rythmes à l'exotisme bon enfant, mais qui ne sont pas aussi « sérieux » que le jazz ! En France et en Europe, seul un noir avec un nom à consonances anglo-saxonne, (et, depuis l'avènement des black muslims, un nom anglo saxon musulmanisé ...) peut obtenir considération à défaut de succès. De très grands artistes de jazz tels les africains Jo Maka et Adolphe Winkler, les antillais Michel Sardaby, Jack Courcyl, Dominique Gaumont... en savent quelque chose. J'ai rencontré Louis Xavier, qui fait du très bon jazz et qui passe au théâtre noir, aux Antilles. Il créa avec un groupe d'amis, le groupe

« El Conjuntochongo », un groupe de musique latino américaine qui eut à son temps son heure de gloire, quelques années en 71 après la rencontre avec Eddy Gaumont déclencherà la naissance d'un orchestre de jazz le « syncro rythmique électrique langage » qui deviendra X+ à la mort de Eddy, Louis donnera un second souffle à l'ex syncro grâce à Jo Maka.

Dans son appartement à Paris, Louis qui est prof d'anglais dans un lycée -il faut bien gagner sa vie- car faire du jazz et de surcroît il est antillais, c'est très dur, il m'a longuement expliqué sa musique « nous autres immigrés, nous prenons un recul de ce qui se passe dans nos pays et donc nous donnons un produit différent. Certes, on retrouve des racines, du fait de la perméabilité de la culture qui n'est pas stable me dit-il, et il continue sur le pseudo retour à l'Afrique de certains antillais, la musique de Louis Xavier est construite sur son vécu d'immigré, par le reflet des problèmes

qu'il a rencontré, des difficultés de toutes sortes, de répéter, de trouver un local... « *il n'y a pas de front musical, chaque musicien se bat en franc tireur. Si on avait la possibilité de se rencontrer, on ferait des choses techniquement fantastiques* », la discussion continua sur les problèmes des Antilles. Il ne savait pas exactement ce qui se passait, il se posait des questions à savoir si le GLA était une provocation policière ou pas, il m'exposa longuement la situation sociale, la surconsommation, la dégradation des valeurs culturelles, sans oublier tous ces problèmes, allez écouter sa musique, qui est superbe et étonnante par la composition de son groupe, un véritable brassage fraternel, des américains noir, des américains du sud, un japonais, des français et bien entendu, des antillais... Laissez-vous emporter par ce raz de marée de jazz antillais au théâtre Noir, où il passe du 29/1 au 1/2.

M. N.

« Papa James get
a brand new show »

(James a un nouveau même show)

Le parrain de la « *New New heavy Funk* », auréolé de 26 années de succès est venu nous « *gratifier* » d'une tournée française. Histoire de nous prouver qu'à 50 balais passés, il n'y avait pas que Jacques Chazot qui savait encore danser à faire pâmer les coeurs. Au Georges V où il était descendu, quelques journalistes tapaient le poireau pour une éventuelle interview. Cloux blanc sur toute la ligne, sauf POUR RTL qui après deux heures d'attente a pu auditionner la « *Soul Brother Number one* ». Après quatre heures de galère au Georges V, tout ce que je peux vous dire, c'est qu'il se porte bien, qu'il était coiffé et botté comme un mousquetaire, et pour l'interview, vous n'avez qu'à l'imaginer.

Concert à Pantin à 20 h. L'Hypodrome vu de l'extérieur : la billetterie fermée et une foule de fans sans billet qui attend. La tension monte, ça se bouscule, les plus téméraires escaladent les grillages, ça fait tâche d'huile. 20 h 05, un pan de grillage s'effondre, c'est la victoire en chantant. (pour tous ceux qui n'avaient pas de billets) et allons z'y les Allonzos... 20 h 15, l'hypodrome vu de l'intérieur : un magma humain agglutiné au devant de la scène, c'était déjà le délire, des mecs agrippés aux cables, aux poteaux, aux estrades, pour voir l'idole. L'infirmerie fonctionnait déjà à fond les pansements, puis une voix de femme appelle au calme et à l'attente (presque comme dans les aéroports.) Enfin, les lights éclairent la scène et les JB's se mettent à dégager de la « *funky music* » ça commence par : « *celebrate de Kool and Gang, ça chauffe un quart d'heures, puis les choristes enchaînent « Upside*

town » de Diana Ross, histoire de faire mariner le public, puis, avec une heure et demi de retard seulement, IL arrive... Donc, il y a eu autant d'attente que de show : ça fait partie du jeu. Papa James enchaîne morceau sur morceau : « *Good Foot, Pap's get brand new bag, I can't stand it, Sex machine, Boddy Heat, It's a man's world*, avec hommages à Otis Redding, Sam Cooke, Jimmy Hendrix, Janis Joplin, etc, et une minute de silence pour la mort de Jean Nohain... un show réglé au millimètre près, un orchestre à vous filer des démangeaisons même dans une nuit polaire, papa James sur scène avec ses grands écarts, glissades, phases de micro, trois petits tours, puis s'en va puis revient, sur « *Please, please, please* » avec quinze changements de cape, et le tour est joué. You want some more ?, en veux-tu, en revoilà, il un dernier morceau à « *fond la funk* », un dernier salut, puis s'engouffre dans sa Merco blanche et salut l'artiste. Voilà, c'est fini, les branchés du premier rang peuvent enfin respirer car la salle se vide, un cable électrique est tombé, alors, faut faire gaffe à ne pas se morfler du 2 000 watts dans les gencives. Chacun en a eu pour son plaisir : les organisateurs ont vendu le nombre de billets suffisant pour ne pas faire faillite, James a eu son cachet et son public surchauffé, les resquilleurs ont bien resquillé, le marché noir était plus florissant que jamais -une mauvaise langue a dit : « *c'est parce qu'il y avait plein de nègres* ». C'est con pour les mecs qui ont raqué, hé hé. Vraiment, il n'y avait que Lui pour provoquer tout ce chambarde. A suivre...

H.D. K.L.

Revue :

Politique Africaine

La fin de l'année 1980 a vu la multiplication de librairies et de maisons d'édition spécialisées dans l'information politique des pays non-industrialisés. Les éditions Kartalla (22-24 bd Arago XIII) inaugurent la revue « *Politique Africaine* ». Ecrivains, enseignants, journalistes connus pour leur intérêt pour l'Afrique, vous livrent des analyses ponctuelles sur la formation des états et leur clientèle (cas camerounais), des outils méthodologiques pour l'anthropologie sociale (cas ivoirien), des contributions théoriques à la lecture des projets révolutionnaires (cas tchadien). Vous trouverez sur place une production littéraire et économique sur l'essentiel de l'espace francophone, ainsi que l'ouvrage d'Ezzedine

Mestiri sur « *Les Cubains et l'Afrique* », découvrent les enjeux diplomatiques et économiques que cachent le délire névrotique d'une certaine presse sur la « *menace soviéto-cubaine* » en Afrique : déstabilisation ou prolongement des conflits est-ouest ? Kartalla vous propose aussi des disques sans doute difficiles à prendre en charge par les circuits commerciaux traditionnels. Les prochains numéros de « *Politique Africaine* » traiteront en vrac, du projet politique de Mugabe ou de l'Islam et de la politique en Afrique Noire. Le numéro trimestriel coûte 35,00 F et l'abonnement 130 F. Pour plus de détails, voir : Editions Kartalla (22, 24 bd Arago, 75013).

N'Djehoya Blaise

Keep on Burning, Spear

« No one remember marcus Garvey » est là, pour une tournée française. Il a questionné : « do you remember the old days of slavery ? » Mais dans nos têtes sévit encore le « Nos ancêtres les Gaulois. Pourvu que les noix de coco leur tombent sur la tête ». Marvin Rodney alias Burning Spear, le javelot flamboyant : en souvenir de Jomo Kenyatta (ancien président du Kenya, vous savez, à côté de H.M. Sélassié). Celui qui aurait pu être plus grand que Marley et les Wailers dans Babylone. « The man in the hill » est descendu de ses collines, nous amenant son « the Sun ». Et il y a eut une panne de courant en plein show,

lors de son second concert - on en reparlera-. Ceux qui ont mal interprété « Throw down our arms I'm coming », étaient tellement pétés, qu'ils en étaient à côté de leurs pompes. Il y a eu plutôt un peu de frappe et un peu de casse. Pourtant, il avait chanté « social living is the best » et un connard a balancé une lacrymo dans une bouche d'aération. Y'avait pas mal de tension dans l'air, comme si c'était du Reggae pour têtes dures. Les « Skin-heads » ont déraillé, le service minimum d'ordre a balisé, et on a accusé les rastas vivant sur les rives de Babylone. C'était vraiment violent ; pourtant, la voix de Spear, « Keep on

burning through my bloody brain », est si envoûtante, si flamboyante : un vrai « Black wada da » Ah oui ! Que ceux qui ont tendance à assimiler Reggae à ganja, et rastas à babas, sont plutôt à côté. Sinon, à Paris, c'est quand-même une belle galère. Pour avoir un ersatz d'interview de Burning Spear, avec Momo, nous avons du nous pointer à son hôtel à 8 h du mat, alors que nos Jahmaïcains prenaient la route pour Lyon.

P.S. : pour acheter des disques « Reggae », aller à « Dred Music », 19 ure Clauzel, 9ème, chez Malika, dites à Félix que c'est de la part de S.F. Il appréciera.



une ersatz d'interview

S.F. : La droite à gagner les élections. Qu'est-ce que cela implique pour les Rastas ?

Burning Spear : Ne me posez pas de questions sur les élections, là, maintenant. Vous pouvez m'attendre à mon retour, ça sera mieux.

S.f. : Non, ce n'est pas pour parler de politique, mais pour situer la solution Rasta.

B.S. : Rasta veut dire Peuple Noir, man, tu vois. Notre culture parle de chaque culture, et elle est destinée à toutes les cultures. Tu vois, nous ne posons pas de problèmes de couleurs, de droits, aux différentes nations, aux différentes personnes qui supportent le Reggae. Ce qui veut dire nécessairement que le reggae est important pour le reggae est important et essentiel. alors, le vrai reggae, nous et beaucoup d'autres. Aussi tu vois, nous devons travailler fructueusement et culturellement au nom de Sa majesté Impériale.

B.S. : Comprends ceci, tu vois,

quand nous revendiquons la liberté pour l'Afrique, tu sais que si l'Afrique n'est pas libre, aucun de nous ne l'est. Tu vois, ce combat sera livré et il doit avoir une fin. Pour bien conclure cette lutte, qui nous concerne, Peuples noirs, nous devons apprendre à ouvrir les yeux. Ce combat n'implique pas une guerre, avec des armes à feu et des explosifs. Nous devons transposer ce combat dans une mouvance plus intelligente. Tu comprends ? C'est ça, le rastafarisme. Le vrai rastafarisme concerne le Peuple Noir seulement. Et cela, man, j'en suis sûr : car nous parlons d'une culture Noire. Notre musique a captivé pas mal de monde. Et elle est ouverte à qui le veut. Tout le monde peut sentir, s'intégrer en elle, prendre son pied.

Quelques hommes ont bradé l'intégrité de notre culture au nom de sa Majesté Impériale. mais maintenant, nous avons résolu ce point. Peut-être as-tu entendu parler du « Ska », du

« Rock Steady », c'est le même courant musical, tu comprends. Nous devons apporter un regard plus actuel plus ouvert pour expliquer notre culture. Les gens qui ont totalement compris le « ska », le « rock Steady », ont donné le feu vert à la compréhension du reggae, en écoutant le rythme d'abord, et ensuite les paroles. Ce travail est très important pour chacun de nous, pour tout le monde. C'est comme si je disais que le monde entier veut être libre. C'est pour cela que je suis là aujourd'hui. Je suis ici bas pour juste et seulement notre cause, comme pour recueillir le sens (mystique ?) caché de chacun de nous, pour connaître la notion du Paradis que nous avons tous. Peut-être que je suis un visionnaire : alors, je le resterai. Mais tu peux revenir me voir à la fin du mois ? Comme ça, nous parlerons mieux, plus calmement. Plus constructivement. O.K. Jah Love.

propos recueillis par
H.D. Kala-Lobe



LES ECHOS DU TAM-TAM

A partir de cette semaine, une nouvelle rubrique, les ECHOS DU TAM-TAM présentera à nos lecteurs les nouveautés du disque : nos commentaires et appréciations seront précédés des signes suivants :

1 : pour la qualité du mixage, du son et de la technique des musiciens : *

2 : pour les arrangements rythmiques et vocaux : □

3 : pour les paroles et la mélodie : *

Big Youth - « Dread Locks Dread » * □ *

BIG YOUTH, c'est l'artillerie lourde ; la basse grosse d'une dizaine de Riekenbakers, une voix de métal qui vous module les « Natty dread she wants », avec une puissance de volcan. Considérés par beaucoup de rastafaris comme le meilleur et authentique « reggae maker » de l'heure, il est malheureusement très peu connu. Et pourtant, cet album (qui est une réédition), résume à lui tout seul la fantastique énergie de ce « Rasta lion », qui affiche toujours sur son visage taillé à coups de serpe un rire carié de « gaggia ». Du rythme de « Train to Rhodesia » aux mille souffles syncopés de « Black man Message », en passant par la limpidité instrumentale de « Marcus Garvey dread », on reste le long de cet album de 11 titres soutenus par cette énergie vocale venue d'ailleurs, confondus par sa rage. Aucun rapport avec Bob Marley ou J. Cliff ! Eux sont le toit et la façade de l'immeuble ; Big Youth, les fondations. C'est tout dire !

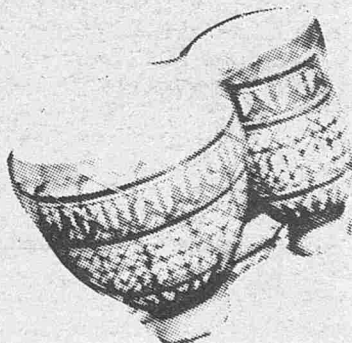
Salsa Celia, Johnny and Pete * □ *

Si vous aimez la salsa, vous avez trouvé l'île aux trésors. Si vous ne l'aimez pas, vous aurez vite fait de changer d'idée ! Car ce disque à lui tout seul réunit les êtres les plus fantastiques de la musique sud-américaine : Celia Cruz, Johnny Pacheco, Pete « El Conde » Rodríguez, excusez du peu ! Plus une multitude d'arrangeurs tels Sonny Bravo ou Wilson Torres Jr, bref, ça vous donne la chair de poule. Le timbre un peu mâle de Celia va vous désorienter un peu au début, mais si vous prenez à temps, avec « Asi cantaba Papa », vous ne descendrez qu'à « Vida », le terminus.

Funky Funkadelic « uncle's Jam wants you » * □ *

Qui ne se souvient du fameux « uncle Sam wants you », le fameux appel aux Américains à s'inscrire sur les listes de l'armée ? Faites le rapprochement et vous comprendrez à quoi George Clinton veut en venir. Je n'ai jamais rien vu, ni entendu de plus fou, de plus délirant, de plus psychédélique, que cette musique désordonnée. la pochette et l'étui annoncent déjà lsa couleur. Le reste... mais le reste. Un disque subtilement compliqué, des choeurs qui se bousculent à l'envie. Une musique où tous les instrumentistes planent parallèlement pour se retrouver finalement au point X, une basse-fuz et une batterie électronique, gonflées comme un coup de tonnerre, c'est dingue le truc ! A titre d'information, G. Clinton, est auteur-compositeur de *Bootsy, brides of Funkenstein*, et *Parliament* en même temps que de *Funkadelic*. Un horizon vaste que seul *Norman Withfield de Tamla Motown* avait réussi à maîtriser avant lui. Il est vrai qu'il faut avoir un bon « mato » pour décrypter les sonorités fantastiques de cet album et surtout balayer la difficulté primaire d'une facilité apparemment brouillonne, car c'est cette facilité qui fait la force de ce joyeux luron de G.Clinton. On aime ou on aime pas, mais on ne peut pas rester indifférent.

SANTA-CLAUS





MARSEILLE

Les Flamants ou le foot en fête

Dimanche dernier, le club de football des Flamants était en déplacement à Consolat. Un stade en plein milieu de la cité concurrente. Ça va chauffer pour les Flamants. Heureusement les copains étaient là pour pour les soutenir. Remarquez les juniors, cette année c'est la crème. Ils n'ont pas perdu une seule rencontre des matchs aller. Ça y va dur ! Ils ont gagné après un match pépère contre cette bonne équipe, 5 à 1. Djamel raconte :

« L'autre jour, le journaliste du Matin voulait faire une photo. Maman, la honte. Il fallait trouver des godasses pour chacun. Les ballons nous les tenions du bon côté. Le journaliste ne devait pas voir les trous. Enfin, on se débrouille pas mal. Cette année nous sommes en tête du championnat ». Ils ont créé leur club eux-mêmes. Le dirigeant Mustapha a leur âge. Tout le monde se prend en charge pour les déplacements, les voitures de certains joueurs se remplissent. Les frais sont de leur poche. « On nous aide pour les maillots et les bas. Dans ces conditions, il n'y a que deux équipes, les juniors et les seniors ». Les seniors sont plus malheureux cette année. Péniblement ils ont évité la dernière place et se sont hissés glorieusement à l'avant dernière » Mustapha expose avec sérieux les problèmes du club : « Nous n'avons ni entraîneur, ni stade. Nous avons bien un bout de terrain. Il est tellement dur que celui qui tombe est certain de s'arrêter pour les matchs suivants. Tu vois, lui, le gros, un jour il est tombé dans un trou. On ne voyait que ses pieds apparaître. On l'a laissé la tête en bas jusqu'à la fin du match »

Mustapha : « Le sérieux » calmement explique : « j'ai eu

beaucoup de mal à organiser le club. Nous avons réussi à obtenir un local après avoir promis de le retaper nous-mêmes. Il était dans un sale état, l'appartement qui est juste en-dessus de la pharmacie. Nous avons gagné un club. Un endroit où nous aimons nous retrouver. Là nous avons fêté le réveillon. Il y a beaucoup de choses à faire encore, nous avons la promesse ferme qu'un stade sera construit d'ici peu. Il y a déjà l'emplacement ».

SF : Est-ce que tu ne crois pas que les gens vont avoir peur de venir jouer en plein milieu de la cité ?

Moussa : « là encore, nous pouvons t'assurer que c'est une réputation injustifiée qui est faite aux Flamants, nous sommes trop gentils. En coupe nous sommes allés à La Ciotat, un vrai stade, une pelouse et nos chaussures sur l'herbe quelle beauté, je ne faisais que nous regarder tellement nous étions beaux sur ce terrain ; un plaisir de jouer, vraiment je m'y croyais. Les tribunes étaient pleines, Mustapha avait loué un car, tout s'est passé d'une manière impeccable, nos supporters étaient nombreux : mon père quand il vient nous voir, il se déjoue il gueule comme c'est pas possible. Et ce jour-là quand nous sommes allés sur le terrain, l'arbitre a été vraiment surpris ; il s'attendait à voir débarquer je ne sais quelle tribu noire, à la fin du match il nous dit : C'est ça les Flamants je n'en crois pas mes yeux ».

SF : Mais alors d'où vient cette réputation ?

Djamel : « va savoir, tu sais à Marseille la langue travaille beaucoup. Il suffit qu'une fois il y ait un petit incident, un accrochage pour qu'une grande histoire naisse. Tu peux dire que tout le monde est au courant et de l'un à l'autre la petite goutte devient un fleuve, l'égratignure devient fracture, tout le monde joue à se faire peur.



Debout de gauche à droite : Maashri, Donsimoni, Lazreg, Nekkar, Nekkar, El Hocine. Accroupi de gauche à droite : Ben Amar, Benzair, Djermoune, Bekkis, Bara, Ben Mohamed, Mili.

(Dernière photographie du jeune Houari Ben Mohamed avant son assassinat).



SF : Il y a de la violence sur les terrains de foot, tout de même ?

Ben Amar : « C'est vrai, nous franchement, depuis deux ans que nous existons, nous n'avons jamais eu de bagarre, jamais... »

Ils n'ont pas voulu me dire, comme ils sont modestes, qu'ils n'ont pas besoin de cela. Leur jeu très élégant, même si on voit qu'il manque d'entraînement, et que des problèmes techniques doivent être résolus (jeu de passe, déplacement sur le terrain, placement des joueurs), il y a chez tous une grande joie de taper dans le ballon.

Moussa : « Tu me croiras pas, mais je tape dans n'importe quoi, le ballon il n'y a que cela, un jour qui soit, un sélectionneur nous remarque, la chance de notre vie. Professionnel. Le rêve ! » Les grands clubs de la ville (l'OM, l'AS Mazargues qui a donné de grands joueurs du Championnat de France) recrutent par concours. Ils ont pris cinq jeunes gens cette année dans tout Marseille ; c'est la filière dans la région, pour avoir une chance de devenir profes-

sionnel. C'est ainsi que le jeune Rousset s'est fait remarquer par Robert Herbin est devenu un attaquant du grand club de l'AS St-Etienne. Cela nous mène loin des Flamants.

Il règne une chaude ambiance dans l'appartement où nous sommes, les filles écoutent et regardent.

SF : Une équipe féminine, c'est pour bientôt ?

Ben Amar : « Oh la la (rires). Elles sont toujours là à nous casser les pieds, à vouloir taper dans nos ballons. Peut-être que pour s'en débarrasser on va leur faire une équipe, de toute façon le foot c'est un sport de mec, tu vois franchement une femme taper dans le ballon ».

Les mâles exultent, les filles se fâchent.

« Tu verras nous en sommes capables, nous sommes déjà

treize, l'année prochaine nous allons bien nous entraîner ».

Dédaigneuse, Farida s'en va. Il n'y a que le « gros » qui est plus hypocrite que les autres et qui du fond de la pièce tente de dire : « Les femmes elles peuvent jouer aussi bien que les hommes, elles jouent très bien ».

SF : une dernière question, et Houari Ben Mohamed, vous pensez à lui ?

Mustapha : « A chaque match, nous faisons une minute de silence, tous les matches lui sont dédiés. Tu vois, si nous tapons si fort dans le ballon, c'est à cause de lui. A la fin de la saison, nous ferons une coupe Houari Ben Mohamed, un beau tournoi pour honorer sa mémoire ».

Enquête de MUSTAPHA ET Abdallah Ben Aissa

MOSAÏQUE PROGRAMME DU 1^{er} FEVRIER

10 heures : Images du Portugal.

Juan José Mosalini et le groupe Canyengue (tango argentin) ; l'orchestre yougoslave Rajko Jovicio, le chanteur René Perez (chansons algériennes) et le groupe folklorique portugais Saudés de Portugal.

Rubrique informations Sept jours dans le monde.

Dialogue : Reportage sur les commissions extra-municipales.

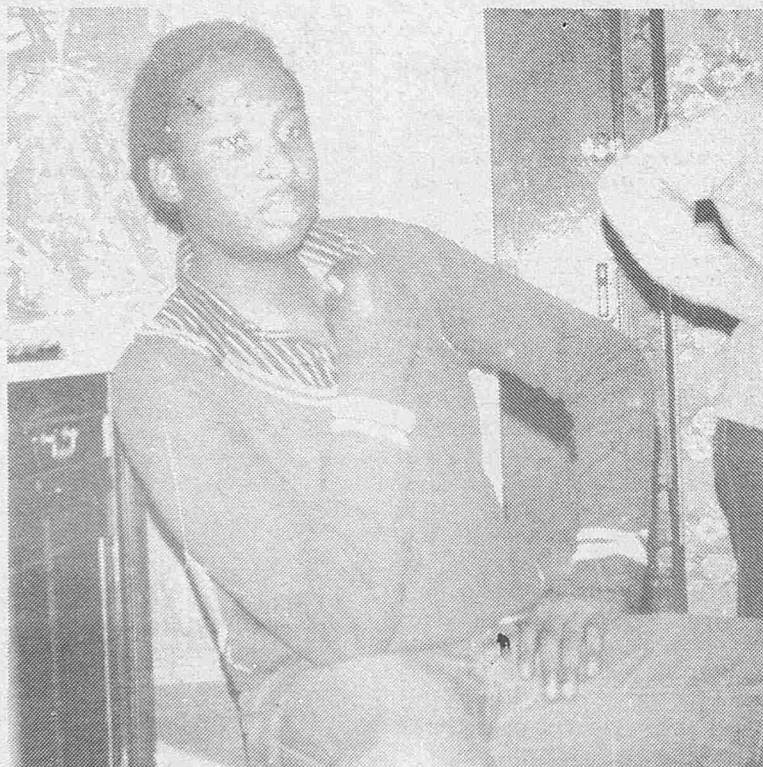
Femmes : Portugaise et femme yougoslave : reportage sur les femmes immigrées seules.

Fiche pratique : chômage (2^{ème} partie).

Loisirs : Les classes de neige, reportage de Mohammed Mebtoul.

Rubrique : Cinéma de Mimoun Miloud.

12 heures : Fin de l'émission.



Mustapha : le président du club.

AGENDA

PARIS

MUSICA

Adama, chants et danse de traditions juives pour la première fois à Paris du 13 janvier au 1er février au *Casrre Sylvia Monfort*

Chants et contes des sables par l'ensemble **Sharif Allaoui**, le 10 février à la *Cité internationale universitaire*

Si vous aimez écouter du **bon saxo**, sachez que pour la première fois à Paris **Teddy Edwards** avec **René Ureger** (piano), **Pierre Michelot** (basse) et **Kenny Clarke** (batterie) jusqu'au 1er février à 23 heures au *Dreher, place du Châtelet, 75001*.

Pour ceux qui ont des « *thunes* », vous pouvez aller bouffer en écoutant **Jérôme Richardsson** (sax), **Georges Arvanitis** (piano) et **Pierre Michelot** (basse) jusqu'au 1er février chez **Bofinger**, 5 rue de la Bastille.

Anne Sylvestre jusqu'au 28 à 20h30 au *Palais des Glaces*, 37 rue du Faubourg du Temple.

Ouf...depuis la fermeture de la Chapelle des Lombards, de nouveau, on pourra s'éclater sur la **salsa** avec **Azuquita** à 23 heures. C'est situé 19 rue de Lappe, 75011, c'est fermé le dimanche.

Tomas Gubitsch (guitare) et **Oswaldo Calo** (jusqu'au 1er février à 23 heures au *Petit Opportun* (15 rue des Lavandières)

Ghédalia Tazaerès, du nomadisme vers l'imaginaire à la *Cour des Miracles* jusqu'au 24 février à 22h45.

José Barrense-Dias, chanteur guitariste brésilien jusqu'au 10 février à 18h30 au « *Féca* » d'Edgar, 58 Bd Edgar Quinet, 75014.

La quintette de cuivres **André Philippe**, les musiciens de l'ensemble joueront des œuvres de la Renaissance, des airs du folklore, des pièces de compositeurs tchèques sur des instruments d'époque signés Adolphe Sax, les 5, 6, 7 février à 20h45, au *Centre Culturel Belge*.

Charles Dodge avec **Sam Goodyear** piano le mardi 27 à 21 heures à l'*American Center*, 261 boulevard Raspail, 75014.

« **Gouverneurs de la rosée** » version romancée de Haiti, la splendeur le 5 février au *Théâtre Noir*, du jeudi 29 au dimanche 1er février, **Louis Xavier** vous jouera du jazz antillais au *Théâtre Noir*, 25 rue des Cendriers, 75020, tél: 797.85.14

Le groupe **Imago** est toujours au théâtre de la *Gaité-Montparnasse*, jusqu'au 1er février.

« **Al Canto** », tradition et renouveau de la chanson et de la poésie populaire régionale par Marie-Annick Berriat et Christine Pichon du 13 au 31 janvier chez **Georges**, 11 rue des Canettes, 75006 Paris.

Swing combo, le 31.1; le 2.2., V.S.O.P. : orchestre de jazz traditionnel de six musiciens; le 3.2 **Billy Mitchell** en quartet, une très bonne soirée avec le saxophoniste Billy accompagné par Charles Bellonzi à la batterie. Le 4.2, **Watergate Seven plus One**, du bon jazz musclé, une large part à l'impro. Le 6.2, **Metropolitain Jazz Band** le reflet authentique des formations noires de la New Orléans et du Chicago des années 1920. Tous ces concerts au *Jazz Club Restaurant*, 71 Bd St-Michel.

CINEMA

« **La Bataille d'Alger** », « *Elise ou la vraie vie* », le petit soldat, « *Vingt ans dans les airs* », et un film inédit sur l'épo-

que coloniale française « *L'aube des damnés* » au cinéma *Le Saint-Séverin*, allez-y, vous ne regretterez rien, vous apprendrez beaucoup de choses sur l'époque coloniale française... et les gens qui s'occupent de cette salle sont sympas, hormis Marie-Hélène qui ne vous prendra que 19 francs par séance, bien sûr de ciné...

Cinéma immigré super 8 au 14 rue de nateuil, le 29, 30, 31 janvier. Avec **Sam Baba** ou le retour forcé, *Zone immigrée*, le garage etc... et du théâtre avec la troupe *Nedjma* le 31 Ciné + débat sur l'immigration...

EL BOULITIQUE

La Tunisie : deux journées de débats animés par l'*Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens*. le samedi 31.1 à 14 heures, projection de diapos sur les événements du 26 janvier 1978, 14h45; conférence « *le mouvement syndical* ». 17h45: projection d'un film « *Des usines pour le Tiers-Monde* ». 18h30: dîner (bon appétit), 19h30: table ronde « *Le mouvement culturel en Tunisie* » animée par le club « *ibn-el-haythem* » avec la participation de Hedi Guella, Med Bhar (chanteur), de comédiens, de cinéastes. 21h30: Théâtre avec la troupe: Chourougu « *sans étoiles* ». Dimanche 1er février: journée sur l'immigration tunisienne. 14 heures: témoignages sur les luttes... etc... 17 heures: un film; 17h45: cogitation d'un sociologue sur « *la seconde génération* » avec notre ami Salah Riza... un débat houleux (je serais là) suivra.

Les excédents agricoles et le Tiers-Monde, informations-débat le 31 janvier de 14 à 18 heures à « *Artisan du monde* » (20 rue Rochechouart, Paris 9ème).

Auditorium FNAC, forum des halles, le 28.29, 30, projection d'un film réalisé sur le Juge *Bidalou*, « *Bidalou ci, bidalou là* »

La coordination des organisations et partis révolutionnaires d'Europe occidentale organisent un meeting le samedi 24.1 à 20h30 à l'A.G.E.C.A. (177 rue de Charonne) sur le thème: le durcissement des Etats européens et la place de l'extrême-droite.

Rassemblement débat, à l'appel de militants de la vie associative syndicale et politique de gauche le samedi 31

Rassemblement débat, à l'appel de militants de la vie associative syndicale et politique de gauche le samedi 31 à partir de 14 h 30, au 3 rue Clavel dans le 19è arrondissement, le débat portera sur la division de la gauche, ses causes et ses conséquences

BANLIEUE

NANTERRE

Festival Tiers Monde
Lundi 2/2: « *Quel habitat pour le Tiers Monde ?* », où seront exposés les problèmes d'architecture au Sénégal et au Maroc, du 3 au 6/2. Films: *Femmes noires, femmes nues, les mille et une mains, La Terre de Chahine, Agripino, Les Déracinés*, etc. Cette semaine sera clôturée par une soirée musicale, le vendredi 6 Participation 35 F pour la semaine, ou 6,00F par séance. Elle se déroulera à l'UPA 5, rue Salvador Allende, RER. Nanterre Préfecture.

EVRY

« *L'Art funéraire africain* », photos et sculptures de *Kofi Mouroufié*, jusqu'au 15 février à l'Agora d'Evry

CORBEIL

La troupe **NEJMA**: « le cirque d'Amar », le 3 12, à 12 h, au C.E.SNECMA

Chaville

semaine contre le racisme du 24 au 31 janvier: expo sur la déportation, sur les immigrés, et des droits de l'homme, plus des musiques folkloriques; des débats, des projections de films, le classique « *Elise ou la vraie vie* » et peut-être le film de Riza Salah « *L'Hébreu au Vingtième Siècle* »

CHOISY LE ROI

« **Albert** » spectacle écrit par Michel Boujenah, le 7, 14 février au *Théâtre Paul Eluard*

ELANCOURT

« *la voix de la Liberté portugaise* », José Afonso, le 7 à 21 h, au centre des 7 mares.

SURESNES

Pour se réchauffer et bien mieux encore, un stage de danse africaine, organisé avec **Raffa et Théo** des ballets Lemba. Ouvert aux débutants et avancés. Lieu: Centre de loisirs Léo Lagrange, 43 bd H. Sellier. 92150 Suresnes. Tél: 506 13 10 et 772 30 96

PROVINCE

LAON

Sugar blue en quartet, le 30/1 et le 10/2: **Leny Escudero** à la maison des arts et loisirs.

CALAIS

Concert du grand jazz symphonique du Détroit, direction Roger Gaubert, le 1/2 à 16 h, au théâtre municipal.

ECHIROLLES

Fête du Mouloud, le 3 à 20 h 30, à la *MJC Desnos*, rue de Normandie, avec le groupe **El Afrah**

LE HAVRE

Pencil peeni circus, **Jango Edwards**, parodie de la vie sur des airs de reggae, de rock et de pop music. Le 7/2 au théâtre de l'hôtel de ville.

GRENOBLE

El Hadi Scherrifa, Maître du Ballet d'Alger et ses élèves stagiaires, exécuteront pour vous des danses de différents styles du Maghreb de 17 h à 19 h, à la *Salle Sthendal* (5 rue Haucelin), le 8 février

Vichy

Off Jazz Dance Company à la *Maison des Jeunes* le 30 janvier.

Nice

Off Jazz Dance Company à la *M.J.C. Mugman*, le 2 février.

BELFORT

« *ça va, ça va très bien* », du théâtre de Macadam, le 30, 31, et le 1/2 au centre culturel de Belfort (4 rue de Londres)

Aix en provence

Off Jazz Company, au *Théâtre municipal*, le 3.2

LA ROCHELLE

Jazz au vieux port, le 29/... à 21 h à la maison municipale des jeunes

NANTES

Compagnie nationale de ballet du Portugal à 21 h, le 30, 31 janvier à la maison de la culture de Nantes et de Loire Atlantique

Arles

Cinemaghreb à la maison des Jeunes. **Boxe Hamani** (combat de boxe par le plus grand sportif algérien sous le regard de sa mère). **La Momie** de **Shadi Abdes Salam**: un des chefs-d'œuvre du cinéma arabe; C'est l'histoire de deux Egypte qui se rencontrent: l'Egypte ancienne encore vivante qui se heurte au progrès scientifique venu du Caire. Les 23, 24, 25 janvier et les 6, 7 8 février: **Tipaza**, vie dans un village de vacances en Algérie. **Hassan Terro** de **Lakh-dar Hamina**.

LIMOGES

Le groupe folklorique polonais « **Rzesowiaci** », le 6/2 au grand théâtre

ORLEANS

Les Quilapayun, le 3/2 au *Carré Saint Vincent*

Grasse

Off Jazz Dance Company au *Centre International* le 4.2

Longwy

Etats généraux S.O.S. Justice Longwy 1981. Samedi 31 à 16 heures: **Longwy 79-81: où en est-on ?** Avec un diaporama débat public avec de nombreuses personnalités politiques et syndicales. A 20h30, colloque, débat: « **Justice et mouvement ouvrier** » 1er 19 heures: concert de rock « *contre Peyrefitte* ». Pour tout renseignement complémentaire: S.O.S. Justice, 9 rue du Colonel Merlin, 54400 Mongwy, tél.: (8) 223.40.50.

Annonces Sans Frontière ... Annonces Sans Frontière ...Annonces



Téléphone arabe

Jeune étudiant algérien en urbanisme cherche cartes postales anciennes de la ville de Tizi Ouzou ou de la grande Kabylie dans le but de monter une expo photos et gravures. Merci. Tamani Tahir, 45 rue Roger Cailteux Les Richardets, 93160 Noisy le Grand.

L'institut Franco-Tiers-Monde organisera à Paris du 26 au 28 février 1981 la « conférence internationale pour l'identité culturelle ». Cette conférence, dont les travaux se dérouleront à l'académie diplomatique internationale et à la Sorbonne, réunira des universitaires, des écrivains, des hommes politiques venant de tous les continents, essentiellement de pays de langues française, arabe, espagnole, portugaise.

Texte intégral du Coran en français prix 120 francs, Bayet 197 av. du maréchal Foch, 78700 Conflans-Ste Honorine.

Métier à tisser en bois, quatre cadres sur pieds, bon état, 1000 francs, tél. au 634.18.40.

Si vous aimez la bonne musique venant du Maghreb et si vous voulez écouter le groupe **Jil Jilala et Lemchahed** dans votre ville, si une association ou tout simplement des gens veulent bien s'occuper de ces groupes marocains, il n'y a aucun problème, téléphoner au 258.55.85. Ces groupes sont de passage en France du 24 mars au 5 avril.

L'équipe de Sans Frontière souhaite un prompt rétablissement à Abdel et Hassan, après l'accident de voiture.

AVIS AUX AMATEURS

Association éducation populaire de Gaillon recherche une éducatrice ou un éducateur spécialisé, expérience souhaitée en milieu ouvert auprès des jeunes et adolescents envoyez C.V. au C.E.P. rue P. Brossolette, 27600 Gaillon.

Recherche éducateurs techniques (horticole et maçonnerie), s'adresser au centre spécialisé Vayres Essonne, 91820 Bontigny. Tél.: 457.90.75.

Centre de consultations spécialisées de Blois Ville joint recrute pour service A.E.M.O., éducateur(trice) spécialisé pour remplacement de quatre mois, à compter du 6 avril 1981.

Pour C.M.P.P. Orthophoniste mi-temps en vacation, remplacement 6 mois à compter de mai 1981, écrire avec C.V. à la direction, 34 rue de Villebeure, 41007 Blois Cedex.

A.E.M.O. de Grièrre (Loiret) recherche une éducatrice spécialisée possédant permis V.L.. Pour tous renseignements: (38) 67.21.51.

Cherche adresse d'organisme ou d'associations s'occupant des Français musulmans de la région parisienne; écrire à Monsieur Couper, 6 rue Hainville, 75005 Paris.

Graphiste diplômé en communication visuelle et audio-vis. cherche job dans le domaine de l'immigration (portugaise de

préférence), en France ou à l'étranger. Etude toutes propositions. José Guerreiro, 140 rue Louis Becker 69100 VILLEURBANNE

YA EL MENFI

Je suis incarcéré depuis quatre mois, immigré de M'Sila, j'ai 39 ans, je désire correspondre avec des jeunes filles « sans frontière » ni de races, écrire à Messegum Yahia, 20 1494 105, à la Santé, 42 rue de la Santé, 75014.

Besoin d'urgence d'avoir un lien avec l'extérieur because j'en ai pris pour six ans, besoin de correspondre avec l'extérieur pour continuer à vivre, à bientôt. Charikhi Wacer 68 78 94 3 362 à Fresnes, 1 av. de la Division Leclerc, 94261 Fresnes.

Jeune Guinéen cherche correspondance pour combler sa solitude et tout pays, de toute confession, homme et femme, style « sans frontière ». Mamdou Diallo, 98999 D5 D3/47 à Fleury, 7 avenue des Peupliers, 91705 Fleury Méro-gis.

LA NOUVELLE

Miguel Benasayag

Quand il fut enfin bien certain que la lumière qui filtrait par la fenêtre n'était plus le produit de son accoutumance à l'obscurité, il se décida à se lever.

Il commença à bouger avec des gestes lents ; il ne voulait pas la réveiller. Ce jour-là, il devait le commencer seul. Il s'arrêta un moment sur cette idée -lui seul-, ce n'était pas son jour, c'était le jour de tout le monde.

Sans faire de bruit, il sortit de la chambre et ferma la porte derrière lui. Le désordre total qui régnait dans la salle de séjour l'accueillit comme en le saluant. Par terre, en plein milieu de la pièce, les journaux grands ouverts, tous sur la même nouvelle, l'agressaient avec cette information qu'il avait attendue depuis près de dix ans, jour après jour.

Et, malgré tout, c'est avec une terrible, une profonde tristesse qu'il lui fallait reconnaître qu'elle lui parvenait trop tôt, vraiment trop tôt.

Il frotta une allumette et alluma le gaz sous la bouilloire ; il allait devoir laver une tasse s'il voulait prendre un café, il n'y avait plus rien de propre. En attendant que l'eau soit prête, il prit au hasard un des journaux qui traînaient par terre. La nouvelle remplissait toute la largeur de la page. Il la connaissait depuis toujours... Combien de fois n'avait-il pas rédigé et re-rédigé ce même article dans sa tête ? Connaissant un peu les journaux français, ce n'était pas un exercice trop difficile.

Evidemment, tout le monde fêtait et saluait avec joie la chute du régime militaire dans son pays. De grandes photos montraient la Plaza de Mayo, pleine de manifestants, comme à une autre époque. Combien d'années avaient donc passé depuis ces autres manifestations monstres ?

Il se laissa tomber dans un fauteuil, son imagination commença à errer -les yeux toujours fixés sur les photos- vers d'autres manifestations, vers d'autres gens. Lui, Susana, Ricardo, Ernesto, se tenant tous par la main... Tant de gens aimés, tous à vingt ans, avec une bonne dose d'illusions aussi.

Le bruit de l'eau en train de bouillir s'estompait dans cet appartement parisien ; au milieu de ces manifestations, là-bas en Argentine, on ne l'entendait pas. Il se mit à songer qu'en fait, la nouvelle n'arrivait pas trop tôt, mais bien plutôt trop tard, ce qu'il avait toujours redouté.

Tout était bien plus facile quand il s'agissait de combattre ; tout était simple quand on avait un fusil dans les mains et que l'on savait dans quelle direction il fallait tirer ; et après, la folie, la mort, non pas ça ! Il n'avait jamais pu s'accoutumer à cette

Je demande pardon à tous, et tout spécialement aux femmes et aux hommes que j'aime, à tous ceux qui m'ont aidé, à ceux qui ont redonné sens pour moi aux mots de chaleur et de vie, mais je n'ai pu m'empêcher d'écrire ces lignes. Peut-être même sont-elles les seules lignes que j'avais vraiment envie d'écrire depuis longtemps. Elles parlent de la seule chose que je ne me suis pas encore décidé à vivre. Mais, après avoir essayé d'écrire de mon mieux ce que j'ai vécu, la seule chose qui sorte de moi, avec un naturel qui me surprend moi-même, c'est cela. Comme si cela s'écrivait tout seul, comme si mes doigts qui frappent en cadence les touches de la machine à écrire avaient été dans l'attente, depuis le fond de je ne sais quelle étrange mémoire secrète, de l'ordre de se mettre à écrire ces lignes, mon seul et véritable message.

Je n'ai plus envie de vivre, j'envie mes camarades morts, je veux aller les rejoindre, ce monde en est arrivé à me répugner totalement. Bien que je comprenne et que je partage d'une certaine manière le cri d'espoir et d'amour de ceux qui continuent à lutter, je choisis pour moi-même de cesser de bouger, de m'arrêter, pour aller à la rencontre de mes camarades, de ma jeunesse, de mon passé.

De quel droit est-ce que j'agis ainsi, (Question que je me pose à moi-même). Hé bien, un peu comme le vieil homme qui décide, après avoir marché tant et tant, de rechercher l'asile, la retraite, pour pouvoir recommencer à se promener dans un jardin, par un après-midi tranquille, croyant qu'il n'y a plus rien à faire...



« Sa terre promise, c'était eux, tous ceux qui n'étaient plus là »

vie, celle du survivant, seul de ce grand bateau de jeunesse et d'espoir qui avait coulé sous la botte des militaires, il y avait déjà tant d'années et tellement de sang.

Il se leva brusquement pour chasser ces souvenirs, écarta la bouilloire du feu, y mit un peu d'eau froide et se servit un café.

Tandis qu'il le prenait, son regard retourna vers les photos : un visage souriant, jeune, le regardait depuis le milieu de cette multitude, c'était un belle jeune femme qui ne devait sans doute pas avoir plus de vingt ans. A vingt ans, quand on lutte, c'est pour tout changer, on est si honnête, qu'on commence réellement par se changer soi-même, du moins essaye-t-on.

C'était dans cet état d'esprit qu'il avait pris connaissance de la mort de son premier camarade. Bien sûr, par la suite, on commence à tendre vers la « maturité », à faire des concessions à la vie.

Il s'était toujours imaginé que, le jour où cette nouvelle arriverait, il exploserait de joie, se mettrait à courir dans les rues, irait acheter son billet de retour et retournerait chez lui, dans son pays, pour fêter l'événement avec les autres, chanter dans les rues et pleurer les autres, ceux qui avaient coulé avec ce même grand bateau, ceux qui l'avaient laissé seul, en lui recommandant de garder confiance, que le bateau finirait bien par arriver, qu'il fallait continuer...

Et maintenant, maintenant qu'il était arrivé, il se sentait comme trahi par eux, il se sentait seul, sans aucune envie de débarquer sur cette prétendue terre promise. Cela faisait déjà un certain nombre d'années que quelque chose avait changé en lui, s'était brisé dans toute cette continuité.

Il n'avait aucune terre promise où débarquer. Sa terre promise à lui, elle lui avait été volée il y a bien longtemps.

Sa terre promise, c'étaient eux, tous ceux qui n'étaient plus là.

les autres, ceux qui étaient sur cette photo, lui étaient familiers, tout comme lui était familier ce que l'on pouvait voir de sa ville sur la photo. Mais Buenos Aires -sa ville qu'il aimait tant-, lui avait également été volée avec l'ultime coup de feu d'un policier sans nom en train de tuer son dernier ami ou sa dernière amie, dans une décharge d'ordures perdue dans une banlieue anonyme de Buenos Aires.

Il rajoute encore une cuillerée de sucre, mais le goût amer du café n'avait rien à voir avec le manque de sucre. D'une main distraite, il attrapa le billet d'avion qui se trouvait sur la table : destination Buenos Aires, escales à Barajas et à Rio de Janeiro, le même itinéraire qu'il avait emprunté voilà presque dix ans, quand les militaires l'avaient laissé sortir en vie, pour qu'il meure de solitude.

Qu'y avait-il donc au bout de ce billet, là où devait arriver cet avion ? Un grand cimetière rempli de cadavres et d'illusions l'empêchait de voir, au-delà, un autre pays où les jeunes recommençaient à descendre dans la rue.

Il était mort, c'était l'évidence.

Combien de fois, en écoutant un air de tango au cours d'un après-midi tranquille, ne s'était-il retrouvé en train de penser à sa ville de tout son être ? Dans ces moments-là, il se demandait quel sens mystérieux lui avait permis de « sentir » Buenos Aires, puisque ce n'était ni l'odorat, ni la vue, ni l'ouïe.

Son pays, c'était le sourire de Susana ; son pays, c'étaient les discussions dans tel ou tel bar ; son pays, c'était sa jeunesse, la confiance et le rêve. Alors, pouvait-il vraiment retourner dans son pays, pouvait-il reprendre confiance, comme cette jeune femme par exemple, qui le fixait de son regard souriant depuis la photo du journal ? Il ne savait pas.

Ce billet et cet avion ne s'avèreraient-ils pas incapables, malgré toute leur technique, de le ramener à son pays, puisqu'il était en fait impossible d'y retourner ?

Il était ridiculement triste, en même temps qu'il était animé par cette ironie familière qui n'avait jamais cessé de lui coller à la peau.

En fait, il connaissait bien le chemin qui menait à son pays, là où ses anciens camarades avaient essayé de l'attirer durant toutes ces années, mais il n'avait jamais eu le courage de prendre la décision de les rejoindre, et jamais il n'aurait pu imaginer que ce serait justement ce jour qu'il avait tant attendu que -contrairement à toute prévision- ce chemin lui apparaîtrait comme l'authentique « terre promise ».

Il ouvrit le tiroir du bureau. Sous un bloc de papier, il était rangé. Cela faisait longtemps qu'il était là, comme sans bien savoir pourquoi, ou peut-être ne le savait-il que trop bien, et depuis toujours.

Il jeta un coup d'oeil sur sa montre en pensant que cela allait la réveiller, il sourit, engagea une balle dans le canon, arma le chien, ouvrit lentement la bouche, sentit le froid de l'acier contre son palais. Depuis la rue, montait la rumeur de la ville qui s'éveillait.

Miguel Benasayag,

13 février 80

Milan (Italie), par un bel après-midi.

Traduit de l'espagnol par A. Toussaint

sans frontière